

• revue bimestrielle
d'information
et d'analyse

politikā

mars
avril
2020

#17



L'hyperprésident en action
Andry Rajoelina, omniprésent



UNE CRISE

SOCIALE ET SANITAIRE

Gestion des risques et des catastrophes
Madagascar est prêt, sur papier

Repenser le modèle social
Un besoin pressant d'un nouveau modèle social

L'économie infectée
Secteur privé à terre, tourisme en berne, risque de
récession...et opportunité pour le "Vita Malagasy"



Le nouveau bureau
de la Fondation Friedrich Ebert à Madagascar
se trouve au cœur du quartier d'Ankadifotsy,
dans la villa centenaire Martrat.

Friedrich-Ebert-Stiftung, Villa Martrat, Ankadifotsy
Antananarivo 101, Madagascar
Tel : +261 20 22 344 24
Site Web : <https://fes.mg/>



VOIR PLUS LOIN



Nous réclamons un consensus national

autour de la nécessité de l'industrialisation et que toutes les forces politiques de la nation affirment qu'il ne peut avoir de développement sans industrialisation. Cette priorité devrait être exposée dans la Politique Générale de l'Etat.

Pour la **mise en œuvre d'une véritable industrialisation**, nous réclamons un Ministère d'Etat en charge à la fois de l'industrie, du secteur privé, du commerce et de l'artisanat doté des moyens adéquats.



ALLIANCE
POUR L'INDUSTRIALISATION DURABLE

Sommaire

PRÉLUDE

5 - L'urgence et l'après-urgence

POLIS

6 - Covid-19 : dans l'épreuve d'une crise à multiples niveaux
9 - Interview de Dr Lamina Arthur, directeur du cabinet auprès du ministère de la Santé publique
10 - L'après-crise: l'émergence de la question sociale à Madagascar
14 - Abécédaire de la crise
16 - Le monde après le Covid-19: la prise de conscience ne suffira pas
18 - Interview de Marc Ravalomanana, président du parti Tiako i Madagasikara



6

EKONOMIA

22 - Impact économique : l'économie infectée
24 - Interview de Zavamanitra Andriamiharivolamena, économiste
26 - Vita malagasy: la vraie thérapie économique
30 - Interview de Andry Raveloson, directeur gérant de Sodimilk Sarl
32 - Politique monétaire: la ruée vers l'or
36 - Entrepreneuriat: un domaine sur lequel Madagascar devrait sérieusement se pencher
39 - Interview de Eric Ravohitrarivo, chargé d'investissement chez Miarakap



10



22

FOCUS

40 - Gestion des risques et catastrophes : le système mis à rude épreuve
43 - Interview de Général Elack Olivier Andriakaja, secrétaire exécutif du Bureau national de gestion des risques et des catastrophes (BNGRC) et coordinateur du Centre de commandement opérationnel (CCO)
44 - La responsabilité sociale en santé : un changement de paradigme face à une urgence sanitaire
46 - Impact social: repenser le modèle social
49 - Interview de André Joel Khan, ancien maire de la commune urbaine de Vatondry



44



46

NOTABENE

50- Coronavirus : porteur de cercueil de la globalisation ?



prélude

Avons-nous suffisamment de temps de réflexion? La trajectoire politique de Madagascar est chaotique. Les crises sont censées nous donner le temps de réfléchir et de repartir sur des bases plus saines. La Grande île a souvent traversé des turbulences, et leurs conséquences ont été généralement dramatiques et favorisé l'apparition d'autres crises.

Une crise sanitaire majeure pourrait-elle changer la donne? Loin de moi l'idée de mésestimer les conséquences du Covid-19, mais Madagascar a toujours été en crise perpétuelle, du moins du point de vue social et sanitaire. Le paludisme tue encore des milliers de personnes. La famine est presque chronique dans certaines régions de la Grande île. Les enfants sont touchés par la diarrhée. Et n'oublions pas ces bonnes vieilles pestes pulmonaire et bubonique qui continuent de ressurgir sporadiquement. Bien sûr, la différence majeure est que des traitements éprouvés et acceptés par la communauté scientifique sont valables pour ces maladies.

La crise sanitaire est une (nouvelle) occasion d'augurer des changements, des vrais. Partons de la base. Après avoir tâtonné dans son approche, le président de la République a décidé de recentrer sa stratégie autour des *fokontany*, à travers les comités *loharano*. Ce qui est un bon point. Depuis de nombreuses années, les citoyens réclament à cor et à cri le développement à partir des *fokontany*, comme la philosophie ratsimandravienne le préconise, elle-même partant du principe multiséculaire qui régit la société. Mais immédiatement, la stratégie a été en bute à la réalité : les *sefo fokontany* ne sont pas élus et la corruption quasi endémique empoisonne les initiatives sociales. L'expérience du Covid-19 nous montre également que, faute d'une base de données fiable, il est extrêmement difficile d'initier des actions ciblées.

On l'aura compris, le développement de Madagascar ne peut partir que de sa base. Le développement hors-sol que l'on a tenté d'insuffler ne prend pas. Le rôle que les *sefo fokontany* doivent prendre est central. Leur rémunération doit donc être à la hauteur tout en leur dotant d'outils adéquats, car la gouvernance à travers les outils digitaux a montré son efficacité. Vous me demanderez où trouver de l'argent? Il faut ponctionner ces avantages délirants que certains hauts fonctionnaires perçoivent mensuellement ou y affecter le budget initialement prévu à la dotation de 4x4 aux institutions, certains dépassant allègrement les 200 millions d'ariary. Je veux bien croire que les routes de la capitale soient truffées de nids de poule, mais il n'est pas nécessaire d'y rouler qu'avec des véhicules utilitaires dévolus initialement aux séances de *off road*.

Sur le registre sociétal, le plan d'urgence sociale initié par le gouvernement était salubre et utile. Mais l'urgence est permanente à Madagascar, notamment sur les volets alimentaire et sanitaire, et, le chef de l'État l'a bien indiqué, les charges inhérentes à sa mise en œuvre sont très lourdes pour le pays. Pour que le système perdure, il faut que la situation soit équitable, tout le monde doit payer : des lavandières aux cadres supérieurs. Tous les citoyens devraient y contribuer régulièrement, à hauteur de leur revenu, ne serait-ce que de 200 ariary par mois. Plombiers, mécaniciens, électriciens qui passent sous le radar des registres formels, doivent être recensés et détenir des cartes de métiers. Ils devraient cotiser et obtenir, en contrepartie, une couverture sociale et des formations appropriées que le Fonds malgache de formation professionnelle (FMFP) pourrait octroyer. Nous rendons compte dans les colonnes de ce numéro d'une expérience très intéressante de couverture de santé universelle pour les plus modestes, appliquée dans une commune dans l'Est du pays. Pour qu'elle

fonctionne, tout le monde doit y mettre du sien, à commencer par l'État, quitte à «ficher» chacun et sanctionner aussi bien positivement que négativement. Le fisc ne doit plus être un épouvantail pour les entreprises, il doit se mettre au service d'une réflexion poussée sur l'accroissement de l'assiette fiscale. Au niveau intermédiaire, il est nécessaire de soutenir les PME. C'est une couche souvent négligée, souvent oubliée et pourtant assez lourdement taxée de l'écosystème économique. C'est de là que peut émerger une classe moyenne résiliente et contributrice durablement aux caisses de l'État.

Ce numéro de votre revue détaille les conséquences aussi bien sanitaires, politiques, économiques que sociales de la crise sanitaire du Covid-19 pour la Grande île. Il initie les réflexions à nourrir et à continuer. Pour Madagascar également, il faut une cassure nette entre «l'avant» et «l'après» Covid-19. **P**

**L'urgence
et l'après-
urgence**



 **Andriamanambe RAOTO**



Thandry Randriamaro

Covid-19

Dans l'épreuve d'une crise à multiples niveaux

Le président de la République a pris à bras le corps la gestion de la crise sanitaire. Il a voulu être incontournable sur le front de la crise provoquée par le Covid-19.



Raoto Andriamanambe, Hilda Hasinjo et Van-Lee Behaja

Le ton est martial. Le regard vif. Dans une de ses allocutions télévisées, Andry Rajoelina, lâche un petit tacle – comme il a souvent l’habitude de le faire ces derniers temps – pour résumer l’ampleur de la crise économique provoquée par le Covid-19. Pour lui, le choc est semblable à la crise de 2002. Sur le fond, il n’a pas eu tort. Jugez-en plutôt : entreprises franches menacées, tourisme à l’arrêt, croissance quasi en berne, Petites et moyennes entreprises (PME) au bord de l’agonie... Surtout, le parallèle peut être fait sur le confinement d’Antananarivo et Toamasina, qui s’est, par moment, rapproché des barrages économiques instaurés en 2002. Même si une pénurie a pu être évitée, grâce à la célérité des actions prises par le ministère de l’Industrie, du Commerce et de l’Artisanat (Mica) et les forces de l’ordre, l’approvisionnement des Produits de première nécessité (PPN) a été quelque peu perturbé. Après la crise de 2009, le chef de l’État doit à nouveau faire face à une épreuve autrement plus difficile que les négociations avec les médiateurs mandatés par la SADC.

MESURES ET DISPOSITIFS

Durant cette crise du Covid-19, l’exercice est difficile pour Andry Rajoelina : contenir l’expansion de la maladie, tout en maintenant la subsistance de millions de Malgaches. La mission est loin d’être facile car le chef de l’État a hérité d’un pays fragile. Les nombreuses crises que le pays a traversées ont fait en sorte que le moindre choc socio-économique ou environnemental affaiblit de nouveau la Grande île. Madagascar était prévenu. L’une des pires pandémies de ce début du 21^e siècle allait frapper à sa porte, tôt ou tard, malgré sa situation insulaire. *«Le meilleur conseil à donner à l’Afrique est de se préparer au pire et de se préparer dès aujourd’hui»*, avait tonné Tedros Adhanom Ghebreyesus, directeur général de l’Organisation mondiale de la santé (OMS), le 18 mars, à Genève. Le numéro Un de l’État lui-même s’est chargé d’annoncer la (mauvaise) nouvelle en direct sur les ondes de la télévision et de la radio nationale, le 20 mars. Quelques semaines avant la confirmation des cas, l’Exécutif a tâtonné en essayant de trouver la bonne formule.

Dans un premier temps, face à la pression de l’opinion publique qui avait exigé la fermeture des frontières, le ministre des Transports, Joël Randriamandranto, avait d’abord appelé à la prudence. *«Avant de prendre une quelconque décision, il faut analyser toutes les éventuelles conséquences que la fermeture de nos frontières pourrait créer»*, avait-il souli-

gné devant les parlementaires, le 12 mars, au cours de son exposé sur les mesures et dispositifs mis en place par son ministère pour éviter l’entrée du Covid-19 à Madagascar. Autant les politiques que les citoyens étaient circonspects face à la valse-hésitation de l’Administration. *«Depuis le début, il y avait une ambition déplacée de l’exécutif. La situation n’a cessé de se dégrader alors qu’il prétendait être à la hauteur. Nous avons avancé à contre-sens de l’adage : “mieux vaut prévenir que guérir”»*, juge sévèrement le député de l’opposition Mamy Rabenirina, élu Tiako i Madagasikara (Tim), à Ambohidratrimo.

L’exercice a été difficile pour Andry Rajoelina : contenir l’expansion de la maladie, tout en maintenant la subsistance de millions de Malgaches

RÉALITÉS MOUVANTES

La découverte des premiers cas a précipité les décisions politiques. La Grande île a dû fermer ses portes, comme de nombreux autres pays d’ailleurs. Les mesures de prévention qui en ont découlé, notamment le confinement d’Antananarivo et de Toamasina, ont ralenti considérablement l’économie, ne serait-ce que l’interdiction pour les transports collectifs de circuler, la fermeture des commerces non essentiels, etc. Andry Rajoelina a donc dû manœuvrer avec les réalités mouvantes du moment. La situation exceptionnelle qui prévaut au pays lui a permis de piloter à sa guise. Ce qui a fait grincer les dents des organisations de la société civile et des activistes. *«La crise sanitaire et les mesures de confinement ne doivent pas servir de prétexte au harcèlement des lanceurs d’alerte, à l’embargo civique, à l’altération de la liberté d’expression et à la propagation des menaces de censure. (...) Elles doivent, au contraire, favoriser la transparence et le dialogue, de bonnes pratiques à même de rassurer la population et de rendre plus tolérables les mesures exceptionnelles de restriction de certaines libertés individuelles»*, avait prévenu Transparency International – Initiative Madagascar. La «restriction de certaines libertés individuelles» s’est traduite aussi en une traque quasi permanente sur les colporteurs

de fausses nouvelles sur les réseaux sociaux. La liberté de pensée n’est pas sortie indemne de la crise du Covid-19.

Le chef de l’État en a usé et abusé en saturant l’espace médiatique, en se substituant, à certains moments, à l’Exécutif. Ainsi, le président de la République est apparu en dix jours, plus de fois qu’il ne l’a fait en un an et quelques mois de mandat, à travers une dizaine d’émissions diffusées en direct sur la chaîne nationale et relayées par les autres stations. Il a été sur tous les fronts dans cette lutte contre la pandémie Covid-19. À chaque fois, en plus du compte-rendu de l’évolution de la maladie, il a été question d’apporter des solutions aux problèmes engendrés par les contraintes liées à la crise sanitaire. *«Aucun État au monde ne s’est attendu à ce que les impacts de cette maladie soit aussi grave. Aucun système ne s’y est préparé»*, nous livre Mariana Rakotosoheno, étudiante en science politique. L’État malgache n’est pas une exception.

L’«hyperprésence» du président de la République était «obligatoire», au vu de ce challenge, estime le Dr Adolphe Rakotonandrasana, enseignant de management politique. *«Ce style de leadership autocratique est favorable et conseillé dans le contexte d’une situation exceptionnelle. Autrement, tout le monde fera “n’importe quoi”»*, estime-t-il. Néanmoins, Mamy Rabenirina regrette le *«centralisme dans la gestion de la crise. Le ministre de la Santé publique a été relégué au second plan alors qu’il s’agit ici d’une urgence sanitaire qui devrait concerner avant tout ce ministère»*. L’impréparation manifeste de la Grande île a conduit à une communication indigente et à trouver des solutions presque au jour le jour, à travers les aides sociales (voir article p. 46). *«L’État s’est retrouvé piégé dans un cercle infernal de décisions prises à la hâte, sans mesures d’accompagnement»*, glisse Mariana Rakotosoheno. Par exemple, les autorités que nous avons interrogées ont été incapables de renseigner sur le nombre de lits disponibles en salles de réanimation.

TON MESSIANIQUE

Heureusement, le nombre de cas a suivi une courbe stable. Les cas nécessitant une réanimation étaient quasi-nuls. Devant ces équations complexes, le président de la République a dû agir et vite. L’Exécutif a été également sommé de suivre le mouvement au pas de charge, dans une ambiance d’indiscipline effrayante de la population. Ce qui a donné bien souvent à des saillies de la part de l’opposition. *«Les responsables chargés de répercuter au niveau régional les décisions prises au sommet doivent être*

capables de suivre ses pas », estime Eugène Rajoefera, ancien journaliste politique et administrateur civil. Comme d'habitude, les responsabilités vont souvent au-delà de la compétence des personnels et la description des tâches, même si les rôles et les attributions n'ont pas toujours été clairs dans la gestion des affaires publiques. « Dans cette lutte, il faut la collaboration de toutes les institutions, une solidarité gouvernementale et la prise de responsabilités à chaque niveau. À cet effet, une communication saine devrait être à la base des actions », soutient Adolphe Rakotonandrasana.

En termes de communication, un ton plus « messianique » a été adopté par le président de la République pour faire passer la pilule

du déconfinement – progressif et inéluctable – face à une pression économique de plus en plus accrue. Andry Rajoelina a ouvert la brèche le soir du 8 avril, sur la chaîne nationale. « J'ai reçu une lettre, le 24 mars, indiquant que Madagascar possédait le remède qui pourrait guérir le coronavirus », souligne-t-il, avec le triomphe modeste. Un reportage est diffusé à la télévision nationale pour mettre en avant la prophétie d'une Brésilienne sur le grand rôle mondial que tiendra la Grande île dans cette pandémie. Le reportage a été partagé également sur le compte Facebook officiel du président de la République.

La boucle est bouclée quand le numéro un de l'État annonce fièrement le lancement

du Covid-Organics, le 21 avril, « un remède traditionnel amélioré à la fois préventif et curatif » dans la lutte contre le coronavirus pour accompagner les dispositifs de déconfinement. Le Covid-organics a été élaboré suite aux travaux scientifiques des chercheurs de l'Institut malagasy de recherches appliquées (Imra), et est composé d'artémisia et de plantes médicinales locales. Avec la plante médicinale miraculeuse, l'artémisia en l'occurrence, qui pourrait ainsi « changer le cours de l'Histoire », la Grande île a procédé peu à peu à son retour à la normalité, avec, néanmoins, toujours en arrière-pensée sa situation extrêmement fragile. **P**

COVID-ORGANICS : UN ÉLIXIR POUR LE DÉCONFINEMENT



Présidence de la République de Madagascar

Madagascar a fait la une des médias du monde entier pour avoir lancé un traitement curatif et préventif contre le Covid-19 : le Covid-Organics, développé essentiellement par l'Institut malgache de recherches appliquées (Imra). Après avoir annoncé en grande pompe la découverte d'un traitement, Andry Rajoelina a été plus mesuré durant le lancement du « remède », une tisane biologique, réalisée à partir de plantes malgaches, dont l'artémisia. L'accueil du remède a été plus ou moins enthousiaste. Les longues files d'attente dans les *fokontany*, où s'effectue la distribution par les agents mandatés, témoignent de l'engouement de la population, tananarivienne dans un premier temps. Les scientifiques ont été plus réservés.

Ainsi, l'Académie de médecine a fait part, dans un premier temps, de ses doutes concernant la distribution à la population du Covid-Organics. « Il s'agit de médicament dont les preuves scientifiques ne sont pas encore élucidées et qui risque de porter préjudice à la santé de la population, en particulier à celle des enfants », avait-elle prévenu. Dans un nouveau communiqué, elle a fait machine arrière en indiquant finalement ne pas s'opposer à son utilisation. « Comme le Covid-Organics n'est pas un médicament, mais un remède traditionnel amélioré, l'Académie de médecine ne s'oppose pas à son utilisation sous forme de *tambavy* et la laisse à la libre appréciation de chacun sous réserve de respect de la dose indiquée, notamment pour les enfants », s'est-elle ravisée après une rencontre avec le président de la République. Elle a aussi recommandé la mise en place d'un système de suivi médical pour les personnes qui consomment le *tambavy*.

L'Imra a aussi affiché une valse-hésitation. Le 20 avril, son directeur général affirme à l'antenne de la télévision nationale, après l'intervention du chef

de l'État, que le Covid-Organics « guérit ». Le lendemain lors du lancement au sein de l'établissement Imra, il se dédit en soulignant qu'il « améliore la santé ». Un rétropédalage pointé du doigt communément par Hilda Hasinjo, notre journaliste, et Toavina Ralambomahay, tous les deux conseillers municipaux auprès de la Commune urbaine d'Antanananarivo (CUA). « L'Académie nationale de médecine de Madagascar n'éclaire pas dans son communiqué du 23 avril 2020, prévaut donc la parole présidentielle qui a la décision finale politique », écrivent-ils dans un communiqué. « Cette tisane donne des résultats en sept jours. Deux malades du Covid-19 ont déjà été guéris grâce au Covid-Organics. L'une des deux patientes rétablies n'est autre que ma tante », a affirmé Andry Rajoelina, de son côté lors de son lancement.

Sur le réseau social professionnel, LinkedIn, le professeur Stéphane Ralandison, doyen de la Faculté de médecine de Toamasina, la seconde plus grande ville du pays, n'a pas caché son scepticisme. « Je vous épargne des données pharmacodynamiques car on est soi-disant dans l'urgence et que les remèdes traditionnels ne s'exigent pas de telles règles. Mais au moins, où étaient-ils testés ces médicaments ? Sur quels profils de patients ? Quels étaient les effets attendus puis obtenus ? Par quels moyens les a-t-on mesurés ces effets ? (...) Avouez que ce n'est pas bien scientifique tout cela ! », assène-t-il. Si elle reconnaît que certaines substances peuvent atténuer les symptômes du coronavirus, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a également rappelé qu'il n'existait pour l'heure aucune preuve qu'elles peuvent prévenir ou guérir la maladie.

Dans les établissements scolaires, du Covid-Organics a été distribué aux élèves de terminale, troisième et septième qui ont repris les cours à l'issue de la décision de l'administration d'adopter des mesures de déconfinement partiel. Car l'enjeu est de relancer la machine productive, de sauver l'année scolaire des élèves et de revenir rapidement à une certaine « normalité ». Même si la méthodologie employée est loin de faire l'unanimité. « Il ne faut pas contraindre les élèves à prendre (du Covid-Organics), car nous sommes encore dans une phase d'observation clinique. Les parents doivent donner leur autorisation. Ils savent plus que d'autres l'état de santé de leurs enfants ainsi que les substances auxquelles ils sont allergiques », a noté l'organisation de la société civile, KMF/CNOE - Éducation des citoyens.

La réponse à cette question n'est pas seulement médicale, mais hautement politique. « Le Covid-Organics guérit-il ? Oui ou non ! S'il est préventif et curatif, il n'y a plus de raison de maintenir "l'état d'urgence" qui est une décision politique. L'état d'urgence engendre des conséquences juridiques redoutables. Pour ne citer que la restriction du droit d'aller et de venir ; la restriction de la liberté d'expression (suppression des émissions radios, etc.) ; la restriction de la liberté d'entreprendre (réquisition d'entreprises privées, obligation de fermeture de commerce, etc.) ; la réquisition de fonctionnaires ; l'attribution de marchés publics exceptionnels ; l'ordre à tous les citoyens de porter un masque en pleine rue quand il était de bon ton d'interdire le voile ; la distribution du Covid-Organics au frais de l'État, etc. », soutiennent Hilda Hasinjo et Toavina Ralambomahay. Le véritable risque est que la population néglige les gestes-barrières ainsi que les mesures de distanciation sociale, même si elles n'ont jamais été totalement assimilées.

R.A.

« Plan de riposte: le pays est armé »

Le ministère de la Santé publique et ses agents sont en première ligne dans cette guerre sans merci que mène l'État contre le Covid-19. Entretien avec le Dr Lamina Arthur, rompu à ces joutes face aux maladies.



José Belalahy



Julio Takagi



DR LAMINA ARTHUR

directeur du cabinet auprès du ministère de la Santé publique

La pandémie au coronavirus a atteint Madagascar. Est-ce que le système de santé publique malgache est prêt pour ce genre de situation ?

Le pays s'est préparé au pire depuis que l'épidémie a commencé en Chine, au début de l'année. La direction de veille sanitaire du ministère de la Santé publique s'est attelée à traquer les éventuelles menaces de santé publique ainsi que les risques de propagation des menaces, depuis les pays étrangers en prenant en compte l'évolution de la situation au niveau mondial. Un des premiers critères de cette préparation est l'élaboration du plan national de contingence sanitaire dans le cadre de la préparation et de la riposte de l'épidémie. Sa mise en œuvre a permis de mettre en place les dispositifs de détection précoce des cas apparents comme le test systématique de toutes personnes susceptibles d'avoir contracté le virus. Elle a permis d'identifier les points d'entrée du pays afin de lancer la surveillance des frontières mais surtout d'anticiper en appliquant les mesures de confinement alors que le pays ne représentait que trois cas. Une longueur d'avance qui nous a permis d'isoler autant que possible la chaîne de transmission de la maladie. Pour ce qu'il est des actions de

riposte, le pays est assez armé. Nous bénéficions des expériences des diverses épidémies qui ont sévi dans le pays, comme la peste pulmonaire ou encore la rougeole. Nous avons appliqué les mêmes stratégies. Pour la prise en charge des malades, le Covid-19 est une maladie qui, les 80% des cas, est bénigne. La prise en charge ne devrait pas poser beaucoup de problème sauf pour les 20% qui pourraient avoir des formes sévères. Ces patients nécessitent une prise en charge assez lourde, une hospitalisation qui mobilise beaucoup de moyens. Là encore, il ne faut pas s'alarmer car seuls 5% des cas graves nécessitent des assistances respiratoires.

Mais disposons-nous de ces moyens si des formes sévères se présentent ?

D'abord, je voudrais revenir un peu sur les 80% qui ne présentent pas de complications. Les centres hospitaliers de district devraient être capables de prendre en charge des patients atteints du Covid-19 étant donné que la prise en charge ne nécessite pas des interventions chirurgicales. Tout ce dont on aura besoin, c'est de structure permettant d'isoler les malades. Pour les personnes qui auraient contracté les formes sévères, la plupart des

grands hôpitaux du pays doivent techniquement disposer de techniciens, de cliniciens ou d'infirmiers capables de les prendre en charge. Sur le plan de l'équipement, nous sommes actuellement en phase d'en acquérir afin de les acheminer, au moins, auprès des grands hôpitaux des régions et des ex-chefs-lieux de province.

Revenons un peu sur ce plan national de contingence sanitaire. Qu'en est-il de sa cohérence avec la politique nationale de gestion des risques et des catastrophes ?

Nous élaborons des plans nationaux de contingence pour des risques sanitaires selon les menaces existantes. Il conviendrait de noter que le plan est élaboré suivant les mêmes principes régissant la politique et la stratégie nationale de gestion des risques et des catastrophes. Dans le cas de la crise actuelle, le plan de contingence nationale a été activé dès que le président de la République a décrété l'état d'urgence sanitaire nationale. L'on a adopté la coordination sectorielle large qui s'est concrétisée par l'opérationnalisation du centre de commandement opérationnel Covid-19, à Ivato. **P**



L'après-crise L'émergence de la question sociale à Madagascar

Les questions des inégalités sociales et de l'exclusion liées à la pauvreté reviennent en force dans le débat public aujourd'hui. Quel modèle de démocratie et quel ordre économique sont-ils appropriés pour résoudre ces questions ?



Jean-Aimé Raveloson

Dans le cadre de cette lutte contre le Covid-19, nous découvrons que ce dernier frappe le pays et la population du monde de manière disproportionnée. Concernant les systèmes politiques et économiques, il apparaît que l'état du système social de chaque pays influe sur la gravité et l'envergure des impacts du Covid-19. Les États-Unis, première puissance mondiale et champion du monde du libéralisme économique, enregistrent aujourd'hui au total 759 786 cas officiellement déclarés et 40 620 décès (taux de létalité 5%). L'Allemagne, pays de la *soziale Marktwirtschaft* (économie sociale de marché) compte 145 743 cas d'infection et 4 642 morts (taux de létalité 3%, un des plus faibles de l'Europe de l'ouest).

MISE À NU

Les difficultés dans la mise en œuvre des mesures anti Covid-19 mettent à nu les impacts des liens entre l'économie et la politique à Madagascar : inégalités sociales et inexistence d'un système de sécurité sociale et de redistribution. Les quelques semaines de face à face avec l'invisible coronavirus laissent transparaître que la fameuse « main invisible » ne peut sauver le marché, et ne peut garantir aucun mode de distribution équitable en ce temps de crise Covid-19, ni d'ailleurs en temps normal. Le Covid-19 démasque la faible capacité de mobilisation socio-politique et d'organisation de la société malgache ainsi que la faible conscientisation politique de cette dernière. À Madagascar, le Covid-19 incite à poser la question sociale et à y répondre. Et ce n'est pas la première fois que cette question se pose. Les *kere*, gale, peste, choléra, paludisme, cyclones, mouvements sociaux et mouvements populaires l'ont déjà fait bien avant Covid-19.

LA QUESTION SOCIALE SE POSE

La démocratie a pour objectif de garantir le *hasin'ny maha-olombelona* (dignité humaine) afin que tout le monde puisse jouir pleinement de tous les droits et libertés fondamentaux (politiques, économiques, sociaux). Un ordre social qui va à l'encontre du *hasin'ny maha-olombelona* n'est pas légitime et peut être réformé ou défait par la grande majorité des citoyens. Lorsque la grande majorité des citoyens se sent exclue, se classifie ou est classée parmi les *valala tsy mandady harona* (couches défavorisées), la question sociale devient urgente : comment surmonter la paupérisation, la misère sociale et la pauvreté de la grande majorité de

la population à Madagascar ?

La question sociale a toujours été là. Toutefois, elle n'a pas été considérée de manière adéquate par les régimes, les gouvernements et les transitions qui se sont succédés. Dès l'indépendance en 1960, les dirigeants issus du mouvement « des déshérités de Madagascar » en étaient bien conscients ; de même pour l'amiral Didier Ratsiraka qui avait proclamé en 1975 la lutte de classes et avait postulé le *paradisa socialista*, puis le *fanantenana vaovao* (nouvel espoir) au sein des provinces dites autonomes en 1997. Le nouveau régime issu du mouvement des Forces Vives soutenu par les églises de la FFKM a reconnu en 1993, la contradiction du « pays riche en ressources mais à l'économie bloquée », « l'injustice sociale », la situation de la « population vivant dans la pauvreté, aspirant à une vie meilleure » et la nécessité d'une « décentralisation effective »². Le Madagascar Action Plan (Map) de Marc Ravalomanana qui, pour les bailleurs de fonds internationaux constituait en 2007 le « document de stratégie d'aide à la réduction de la pauvreté » à travers une forte croissance à Madagascar, ne mentionnait pas de luttes contre les inégalités sociales et l'exclusion.

AUCUNE RÉELLE VOLONTÉ DE RÉDUCTION DES INÉGALITÉS SOCIALES

La question sociale ne trouve aucune réponse efficace malgré les mouvements sociaux et les mouvements populaires de plus en plus fréquents et violents qui avaient exprimé le désespoir des oubliés des choix politiques et des politiques publiques implémentées durant ces dernières décennies. Toutefois, elle inquiète les élites économiques-politiques et elle préoccupe les classes intermédiaires et les églises : c'est la peur des mouvements qui pourrait remettre en cause les bases de l'ordre social par des *valalabemandry*, qui risquent à la longue de se réveiller ou de se replier encore plus sur eux-mêmes. Le pays se trouve ainsi depuis des décennies, dans une crise sociale latente permanente, dont les explosions n'ont engendré jusqu'ici aucun mouvement social pouvant ébranler l'ordre politique établi. Les actions de l'État face à la question sociale s'orientent plus contre cette peur et semblent être moins motivées par une réelle volonté de réduction des inégalités sociales. L'État réagit lorsqu'il perçoit une possible crise, lorsque c'est politiquement inquiétant pour lui. Il réagit habituellement par des programmes de filets de sécurité qui sont généralement financés par les bailleurs de fonds internationaux : *tsaky popy*

et *sakafo mitam-pihavanana* (restaurants populaires bons marchés destinés aux plus démunis), stocks tampons et vente à bon marché de riz brisure, *vatsin'ankohonana* (transfert monétaire pour le développement humain), *vary mora*, *vatsy tsinjo* (kits alimentaires) etc.

RELANCE DU SUD

Les programmes d'aides caritatives et humanitaires d'urgence limités dans le temps et dans l'espace (comme les campagnes de téléthon et de ramassage de dons, les quêtes et collectes dominicales pour les *mahantran'ny fiangonana* (pauvres de la paroisse), les programmes « vivres contre travail », les distributions de friperies, de couvertures, de repas chauds et de jouets le jour de Noël ou de la fête nationale) ne peuvent réduire les inégalités sociales, ni résoudre la question sociale. Par contre, ils déconstruisent les *valintanana* (système d'entraide communautaire), la solidarité de proximité et le collectivisme, ils génèrent une certaine forme d'assistanat, favorisent le *raiamandrenisme*, le messianisme et un certain esprit de mendicité. Ils servent de façade politique à la recherche de solutions durables.

Rappelons les cas de *kere* dans le sud du pays au début des années 90. Les Forces Vives avaient organisé des campagnes de collecte de vivres et d'argent, de longues caravanes s'étaient constituées pour les acheminer vers le sud sous l'égide des leaders politiques d'antan, puis le projet « Relance du Sud » a été mis en place. Quelques années plus tard, nombreuses étaient les communes encore frappées par le *kere*. Les mesures prises, à part l'acheminement de vivres, n'avaient alors pour objectif que d'éviter que les difficultés alimentaires ne s'amplifient et ne se transforment en *kere*. N'étant pas en mesure d'élaborer et de mettre en œuvre des politiques publiques donnant des réponses nationales durables à la question sociale, Madagascar semble se contenter de gérer son sous-développement social durant ces six décennies d'indépendance. Cependant, face à l'urgence de donner des réponses à la question sociale, la société toute entière ne fait que réagir avec des actions d'urgence et caritatives ponctuelles entretenant encore plus le sous-développement social.

RÉSOUTRE LA QUESTION SOCIALE

La résolution de la question sociale est avant toute chose une question de choix de projet de société. Le domaine de définition d'un projet de société est l'économie politique, le choix d'un projet de société

se fait par rapport à la répartition des pouvoirs politique et économique selon les intérêts en conflit. Le rôle de la politique est de perpétuer l'ordre économique qu'on choisit de mettre en place. Concernant la question sociale, choisir un projet de société revient à choisir un ordre économique et social qui définit la répartition des fruits de la croissance avec l'organisation de la production et de la consommation. Pour le cas de Madagascar, le choix devrait se référer à un ordre économique plus juste et inclusif afin que la grande majorité des Malgaches puisse pleinement jouir de tous les droits et libertés postulés dans la constitution.

Face aux réalités socio-économiques du pays, caractérisées par des inégalités sociales flagrantes et par rapport à la résolution de la question sociale, aucun débat structurant n'a été mené jusqu'ici à Madagascar concernant le choix du modèle économique et social. Selon la Constitution, la définition de l'ordre économique approprié devrait se faire dans le cadre de « la démocratie » qui est « le fondement de la république » (article 1, alinéa 3) tout en considérant « l'élimination de toutes les formes d'injustice, (...), d'inégalité et de discrimination » comme conditions du « développement durable et intégré » (Préambule).

QUESTION SOCIALE ET ÉCONOMIE DE MARCHÉ

Depuis le début des années 80, le libéralisme économique (aussi appelé « économie de marché » ou « capitalisme de marché ») s'est imposé presque sans résistance comme si on ne l'avait pas imposé et comme si c'était un choix légitime porté par tous les Malgaches. La Banque mondiale a installé à Antananarivo une mission résidente en 1983. En même temps, la démocratie libérale a été adoptée à l'unanimité par les élites de toutes les tendances. Lorsqu'on parle de démocratie, tout le monde pense à la démocratie libérale. Aussi, les leaders de la société civile ne parlent et ne jurent que sur le libéralisme économique et la démocratie libérale devenue au fil du temps synonyme du terme de démocratie tout court.

Le libéralisme économique, se focalise sur les capacités et les initiatives individuelles des acteurs économiques qui contribuent à la richesse et assurent le bon fonctionnement d'une économie de marché sans intervention de l'État. La finalité est la maximalisation du profit, le fruit de la croissance économique est monopolisé par une minorité. En démocratie libérale, les inégalités sociales considérées comme une conséquence du marché et de la division du travail, sont perçues comme utiles, mais ne

devraient jamais être absolues. Être riche ou être pauvre n'est pas un destin, mais la conséquence des capacités individuelles de chacun. L'individualisme prime sur le collectivisme et la solidarité.

QUESTION SOCIALE ET CAPITALISME RÉFORMÉ

Pour le « capitalisme réformé » (« capitalisme coordonné » ou « économie sociale de marché »), l'État, conscient de la question sociale, joue le rôle de coordinateur dans l'économie politique. Il intervient pour réformer l'ordre social et économique dans le sens d'une croissance élargie, d'un équilibre social et de durabilité. Le capitalisme réformé fait appel et s'appuie sur le collectivisme et sur la solidarité, il ne se contente pas des initiatives individuelles. La démocratie sociale qui correspond au « capitalisme réformé » remet en question et veut transformer par des actions collectives, l'ordre social perçu comme *tsy marina* (injuste) et *tsy rariny* (illégitime). Elle favorise l'ascension sociale grâce à une réforme de l'ordre social dans le sens de la réduction des inégalités sociales et pour une distribution équitable des fruits de la croissance. Dans une démocratie sociale, les inégalités sociales sont perçues, pour la plupart, comme injustes et constituent un obstacle pour rendre effective la démocratie.

L'État en démocratie sociale est un État social fondé sur les valeurs fondamentales de liberté, de justice et de solidarité. Il ne garantit pas seulement les droits et libertés fondamentaux personnels et économiques (comme mentionnés, par exemple, dans les Constitutions des républiques successives à Madagascar), mais il prend également des mesures afin de les rendre effectifs et résoudre la question sociale. Une démocratie ne peut réellement exister sans justice sociale (*rariny sy hitsiny ara-piaraha-moni-na*). Afin de résoudre la question sociale, il ne suffit pas d'ordonner formellement les droits et libertés (comme en démocratie libérale), il faut aussi réellement les réaliser. La démocratie sociale le permet.

Le social-libéralisme est le produit de la désocialisation de l'État et de l'économie sociale de marché. Il accepte le libéralisme économique tout en gardant une façade sociale. La conversion de l'économie sociale de marché au discours du libéralisme économique constitue le début du déclin de l'État social et de la dégradation des acquis sociaux en Europe, particulièrement en Allemagne du temps de Gerhard Schröder. La démocratie chrétienne ne se soucie en général pas des inégalités sociales.

NE SERAIT-IL PAS TEMPS ?

C'est le moment d'accepter ensemble de se poser la question sociale qui revient de nouveau. Il est vraiment temps de démontrer qu'il n'y a ni énigme, ni paradoxe, mais qu'il existe une question sociale à laquelle nous n'avons jusqu'ici donné aucune réponse, après 60 années d'indépendance. Il est grand temps de démonter le soi-disant « mystère de la pauvreté » qu'on a incrusté dans la croyance des *miasa fatratra sy mavesatr'entana* (ceux qui sont fatigués et courbés sous le fardeau) qui, ne croyant plus à un nouvel ordre social à longueur d'année, se contentent d'attendre les actions de charité et un avenir meilleur que dans l'au-delà, faute de vivre le paradis socialiste ou libéral sur leur île pleine de richesses naturelles durant leur existence sur terre.

Il est important de savoir que pour beaucoup de gens, les inégalités sociales sont légitimes car voulues par Dieu. Ceci ne facilite pas la réalisation de réformes dans le cadre de la résolution de la question sociale. En outre, certaines catégories de personnes n'accepteraient pas facilement de réformer un ordre politico-économique qui garantit finalement leur enrichissement actuel.

En démocratie, ce sont les citoyens qui détiennent le pouvoir et qui élisent leurs représentants au sein de l'État, dont ne font partie ni les *raiamandreny* de tous genres, ni la *reny malala*, ni la communauté internationale. La situation de crise sanitaire actuelle ne devrait pas être utilisée comme prétexte pour organiser des manifestations ou des mouvements socio-politiques afin d'en profiter pour faire résistance aux réformes ou pour prendre le pouvoir. Ceci ne servirait pas la cause commune à tous les Malgaches, la vraie cause d'un nouvel ordre social. Il appartient à l'IEM de reconnaître le noyau du problème de l'économie politique à Madagascar : sortir de la gestion du sous-développement et de l'urgence, et donner des réponses et solutions durables à la question sociale à Madagascar, comment organiser l'économie (production, consommation) et le social (la répartition des fruits de la croissance) afin de minimiser les inégalités sociales et pour que tout le monde puisse être intégré dans un système où la majorité ne sera pas exclue du système de protection et de sécurité sociale, en temps normal comme en temps de crise. L'ordre politique devrait garantir la perpétuation de ce nouvel ordre économique et social. **P**

¹ 20 avril ² Voir Cadre d'orientation du Plan de relance et de développement économique et social (Predes).

VOIR PLUS LOIN



Nous réclamons que l' Autorité Nationale des Mesures Commerciales Correctives (ANMCC) ait un pouvoir de sanction afin de mieux

lutter contre les importations sauvages et illégales

qui inondent le marché malagasy

Nous réclamons de manière urgente le bilan et la poursuite de l'assainissement des zones et entreprises franches dans un cadre entièrement transparent, afin de

réduire la concurrence déloyale

découlant de l'abus du statut de ZEF par certaines entreprises.



E

ALLIANCE
POUR L'INDUSTRIALISATION DURABLE

L'ABÉCÉDAIRE DE LA CRISE DU COVID-19



ANDRY RAJOELINA

Omniprésent, le chef de l'État a été au four et au moulin, alternant discours militaire, ton paternaliste et discours fortement teinté



HELICOPTER MONEY

Cette mesure consiste à combattre le ralentissement économique en donnant directement de l'argent aux citoyens d'un pays. Aux États-Unis, des chèques de 1 000 dollars pourraient ainsi être distribués aux Américains. À Madagascar, le plan stratégique d'urgence sociale face au Covid-19 inclut des transferts monétaires non conditionnels dénommés Tosika Fameno, d'une valeur de 100 000 ariary par ménage. Ils sont destinés à la population affectée économiquement par les mesures de confinement prises par l'État.



BANQUES

Des mesures de soutien aux entreprises ont été mises en place par les banques. Les entreprises qui font face au ralentissement de leurs activités ont bénéficié de différé de remboursement d'échéances en principal ou en intérêt sur les crédits à moyen terme en cours, de trois à six mois. De même pour les salariés, ils ont bénéficié d'un différé de remboursement, jusqu'à trois mois d'échéance de prêt amortissable en principal et intérêts



IMRA

L'Institut malgache de recherches appliquées est un centre de recherche médical et pharmaceutique fondé en 1957 par le professeur Albert Rakoto-Ratsimamanga. L'Imra a le statut de centre régional de recherche par l'Union africaine. Il a produit les bases essentielles du Covid-Organics.



COVID-ORGANICS

Un remède malgache prenant la forme d'une tisane à base d'artémisia, une plante à l'efficacité scientifiquement prouvée contre le paludisme. Le chef de l'État a dévoilé le 19 avril cette « potion » censée changer le cours de l'Histoire.



JEUNESSE

Malgré le semi-confinement, la jeunesse a été active, notamment à travers des initiatives solidaires. Jeunes ou moins jeunes ont pris part à des actions en faveur des plus démunis, citons, entre autres, le réseau malgache d'entraide pour nourrir les démunis durant le confinement.



DIDIER RATSIRAKA

L'amiral a fait un don de 3,6 millions d'ariary : 1,2 million d'ariary à la brigade d'intervention spéciale ; 1,2 million d'ariary aux médecins du CSB I et CSB II d'Antananarivo, touchés notamment par le confinement partiel ; et 1,2 million d'ariary au personnel de l'hôpital d'Anosiala.



KININIM-POTSY

Ravintsara, vahona... Madagascar regorge de plantes médicinales aux mille vertus. Les huiles essentielles sont prisées. Avec la crise et les annonces présidentielles, les remèdes ancestraux ont ressurgi et ont fait accroître le nombre de convaincus.



ENFERMÉ

Antananarivo et Toamasina ont été placées en confinement partiel pour tenter d'endiguer la propagation de la maladie. Certains ont respecté stricto sensu les mesures de confinement, d'autres – ceux qui n'ont pas eu le choix – ont vaqué à leurs occupations, presque comme d'habitude.



LOHARANO

Pour responsabiliser le fokolonona, le Komity Loharano a été créé. Il a pour mission de coordonner les actions de distribution des aides sociales, mais aussi de diriger la lutte contre le Covid-19 au niveau des quartiers



FRONTIÈRES

La gestion des frontières, notamment aériennes, a été laborieuse pour Madagascar. Dès le 20 mars, les vols en provenance et à destination de l'Europe, de Mayotte et de la Réunion ont été suspendus. Les navires de croisière n'ont plus été autorisés à accoster sur l'île.



MARC RAVALOMANANA

L'ancien président s'est opposé à la distribution à grande échelle du Covid-Organics à travers une lettre envoyée à l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Il a aussi proposé son aide à l'administration pour trouver une solution dans la gestion de la crise sanitaire à Madagascar.



GEL HYDROALCOOLIQUE

Solution à base d'alcool permettant un rapide lavage des mains. Son utilisation est désormais largement répandue, voire obligatoire. Il est employé dans l'espace privé comme à l'entrée des surfaces commerciales, des banques, des institutions...



NORMES

Y aura-t-il un avant et après Covid-19 ? Les normes sociétales risquent d'être durablement modifiées, port du masque, distanciation sociale...

L'ABÉCÉDAIRE DE LA CRISE DU COVID-19



OMS

L'Organisation mondiale de la santé est sous les feux des critiques. Sa gestion de la pandémie a été vivement critiquée. Elle est accusée d'avoir été trop lente à réagir et d'être trop alignée sur les positions chinoises. Les États-Unis ont suspendu la contribution au budget de l'OMS en accusant l'agence onusienne d'avoir failli à ses devoirs essentiels dans la lutte contre la pandémie de coronavirus.



POLLUTION

La réduction drastique de la circulation a apporté des résultats positifs sur la ville d'Antananarivo. En plein confinement, l'ONG Initiative pour le développement, la restauration écologique et l'innovation (Indri) a mesuré la pollution de l'air dans le centre-ville de la capitale. Résultat : une quasi absence de particules fines à Analakely. Elle a même noté une « bonne qualité » de l'air dans le tunnel d'Ambanidia. Selon l'ONG Pure Earth, 22,3% des décès à Madagascar sont causés par la pollution de l'air.



QUOTIDIENS

La presse a vécu difficilement la crise sanitaire. Durant le premier confinement, la quasi-totalité des quotidiens n'ont pas paru en version physique, seul L'Express de Madagascar a continué à paraître. La plupart des quotidiens ont cependant alimenté leurs plateformes en ligne.



RÉCESSION

Pour la première fois en 25 ans, la croissance en Afrique subsaharienne devrait chuter brutalement de +2,4 % en 2019 à une fourchette comprise entre -2,1 et -5,1 % en 2020. Les trois principales économies de la zone – l'Afrique du Sud, l'Angola et le Nigeria – seront les plus touchées par la crise, avec des contractions prévisibles de leur produit intérieur brut (PIB) de 6 à 7 %.



SANITAIRE (ÉTAT D'URGENCE)

Par deux fois, l'état d'urgence sanitaire a été décrété dans la Grande île. Il donne le pouvoir au président de la République, par voie réglementaire, d'instaurer entre autres le couvre-feu, la limitation voire l'interdiction de la circulation des personnes et des véhicules dans les lieux et heures fixés, d'ordonner la fermeture des salles de spectacles, dancings, casinos, débits de boissons et tous les autres lieux ouverts au public, ou encore de prendre toutes mesures pour assurer le contrôle de la presse, des publications et des émissions de toute nature.



TVM

La télévision et la radio nationales ont été les relais officiels des informations sur la crise sanitaire. Fait rare, le chef de l'État s'est même invité à plusieurs reprises sur les plateaux de la TVM.



UNIVERSITÉS

Deux années académiques des universités de Madagascar (2018 – 2019 et 2019 – 2020) sont compromises. Après avoir subi la grève des enseignants chercheurs (voir Politikà 16), les étudiants doivent faire face à la fermeture des campus et à la suspension de l'enseignement.



VIRUS

Le terme coronavirus désigne en fait une vaste famille de virus qui doivent leur nom à la forme de couronne qu'ont les protéines qui les enrobent. Le virus responsable de la pandémie est appelé SARS-CoV-2 et la maladie qu'il provoque, le Covid-19.



WUHAN

Capitale de la province du Hubei, en Chine. Inconnue du grand public jusqu'à l'épidémie de Covid-19, cette mégapole – plus précisément son marché aux animaux – constitue le point de départ de la crise sanitaire mondiale que nous vivons.



XÉNOPHOBIE

Bien avant que les premiers cas de personnes infectées par le nouveau coronavirus aient été recensés, une véritable psychose s'est installée dans la société. Ainsi, l'arrivée de 38 travailleurs de nationalité chinoise, qui ont été dépêchés par l'entreprise China State Construction Overseas Development, la société en charge de la construction du Stade Barea à Mahamasina, a été vue d'un très mauvais œil.



Y (GÉNÉRATION)

Tiktok, Zoom, Facebook... la génération Z n'a pas eu le temps de s'ennuyer. La crise du Covid-19 a dopé la croissance des applications comme Tiktok qui est à la fois un réseau social, une application vidéo et un réseau de messagerie. Cette application hybride cumule à elle seule tous les éléments qui ont fait le succès de Snapchat, YouTube et Facebook. Pour les professionnels, le télétravail a permis de faire émerger Zoom, une solution de vidéoconférence multiplateforme permettant de réaliser des appels vidéo comportant jusqu'à une centaine de participants.



ZOONOSE

Maladie infectieuse des animaux vertébrés transmissible à l'être humain. Le coronavirus vient du monde animal. Selon le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE), 60 % des maladies infectieuses humaines ont cette origine. Un chiffre qui grimpe à 75 % pour les maladies « émergentes » telle que le Sida, Ebola, les gripes aviaires et autres Sras ou Zika.



Le monde après le Covid-19

La prise de conscience ne suffira pas

Vivons-nous une nouvelle ère, ou reprendra son cours, une fois l'épidémie endiguée ? Le Covid-19 a montré que l'économie de marché avec une privatisation sans rivages est incapable d'assurer l'intérêt général face à une menace vitale ou systémique.



Hajatiana Elric¹



Sandrine Vavitsara

La pandémie du Covid-19 a poussé la quasi totalité de l'humanité à s'isoler et à diminuer toutes activités économiques. En toute logique, les conséquences pour l'environnement s'avèrent des plus salvatrices avec, entre autres, la baisse des émissions de gaz à effets de serre. Autant les PIB ralentissent, autant mieux se porte la Terre. Néanmoins, ce ralentissement de l'économie est inquiétant d'un point de vue social, écologique et humain.

ACCÉLÉRATEUR DES INÉGALITÉS

Le Covid-19 est un révélateur, mais aussi un accélérateur des inégalités : l'isolement des plus vulnérables, comme on le voit à Madagascar, les rend davantage plus vulnérables et les expose à la maladie. L'un des cas les plus emblématiques a été la contamination par contact du vendeur de *raokandro*, à Isotry. Il a fallu une épidémie pour rappeler le sens des limites et de la mesure, notre vulnérabilité et pour mettre en évidence la fragilité du système ultra-consumérateur et égoïste que nous avons construit. Malgré tout, les États du monde entier ont essayé de supporter leurs populations directement, surtout les plus vulnérables. Ce qui doit être naturellement le rôle de l'État est devenu une « faveur ». Toute personne censée doit donc admettre le rôle providentiel de l'État, du moins dans le secteur médico-social.

« Aux États-Unis, derrière la crise sanitaire, se profile déjà la crise immobilière. Dans un pays où la protection sociale et l'épargne sont très faibles, des millions d'Américains licenciés en raison du coronavirus se retrouvent en grande précarité et risquent de ne plus pouvoir payer leur loyer, faisant craindre des expulsions en série comme lors de la crise des "subprimes" en 2008. »² Le Covid-19 nous recentre donc sur des questions essentielles : l'accès à l'alimentation et à la santé apparaissent comme les deux besoins les plus vitaux. Des chocs d'origine sanitaire ou autre, ne manqueront pas de se reproduire si nous ne chan-

geons rien. Cette période est une occasion pour se reposer la question du sens de nos vies, de nos activités, de notre rapport par rapport à l'autre et à notre environnement ; de ce qu'on produit : comment ? Pour quel usage ? Comment devrions-nous construire des transitions vers de nouveaux modèles de sociétés relocalisées mais ouvertes (le télétravail, par exemple), justes, solidaires, mais surtout soutenables au long terme ?

Il a fallu une épidémie pour nous rappeler le sens des limites et de la mesure

PROFITS

L'économie mondiale gardera des cicatrices du Covid-19. Le virus constitue « la plus grande menace pour l'économie mondiale depuis la crise financière (de 2008) », selon l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). « Il est inévitable que l'épidémie ait un impact considérable sur l'économie et la société », admet le président chinois Xi Jinping. La prise de conscience est réelle, les Nations mèneront-elles des actions concrètes ? L'on est en droit d'être pessimiste.

Les prises de conscience ne suffisent pas. Depuis 1992, les Nations ont pris une conscience considérable du changement climatique, et, pourtant, aujourd'hui, un grand pays comme les États-Unis, ne veut pas encore admettre cette réalité, parce que les profits passent avant tout. Après la crise financière de 2008, il a été conclu que le système centré sur le capital financier – qui ignore totalement le capital humain – est bancal et fragile. Il était urgent de « moraliser » le capitalisme. Et puis... plus rien, ou

si peu. Aux États-Unis, durant les mandats de Barack Obama, un timide effort a été fait pour mieux encadrer la finance. Sans plus. Une partie du système va changer. On constate que les pays qui ont une approche socialiste comme la Chine, la Russie et Cuba ainsi que les pays sociaux-démocrates nordiques, sont ceux qui ont le mieux maîtrisé l'épidémie. Le monde politico-économique mondial est encore attaché aux profits que le libéralisme a pu procurer, aussi le concept d'État-providence aura encore du mal à passer. À la sortie de cette pandémie, la bataille au sommet du monde – entre les États-Unis, la Chine, l'Union européenne – va s'intensifier et ils vont augmenter leurs productions pour ne pas se faire distancer. La planète ne sera donc pas épargnée, la pollution va revenir... Par contre, les pays vont tous peut-être investir un peu plus dans le secteur médicosocial. Le monde adoptera donc une pensée plus social-libérale que social-démocrate. Dans le projet Initiative pour l'émergence de Madagascar (IEM), le président de la République s'était déjà positionné en tant que social-libéral. Nous en avons vu quelques prémices à travers les décisions et les actions sociales pour soutenir les plus défavorisés, durant la crise du Coronavirus. Il reste à savoir si celles-ci vont durer ou si elles seront justes des actions ponctuelles comme les *tsena mora* ? Les acteurs politiques, les journalistes et les citoyens ne doivent pas enterrer cette prise de conscience. Chaque fois que ce sera nécessaire, il faudra rappeler aux politiques l'importance de l'investissement dans le capital humain.

Il y a donc cette prise de conscience face à l'impuissance du tout-libéralisme confronté à des situations d'urgence sociales et sanitaires. Une prise de conscience que la plupart espère durer au-delà de cette crise. C'est le rêve de ceux qui prônent une politique progressiste. P

.....
¹Acteur politique social-démocrate et humaniste écologique ²<http://www.rfi.fr/fr/am%C3%A9riques/20200402-coronavirus-millions-d-am%C3%A9ricains-l-incapacité%C3%A9-payer-leur-loyer>

LA BATAILLE DES LIBÉRAUX VS SOCIALISTES

Le système économique-politique qui domine le monde moderne, est le libéralisme, inspiré par le philosophe et économiste écossais Adam Smith. Les libéraux pensent que l'État doit laisser les détenteurs des capitaux gérer librement leurs entreprises. Ces derniers produiront ainsi davantage de richesse et toute la société en bénéficierait. Au nom de cette liberté d'entreprise, les libéraux refusent toute loi sociale. Selon eux, l'État ne doit pas intervenir pour réglementer les salaires, les emplois, la durée du travail ; qui doivent, selon eux, évoluer en fonction de la loi de l'offre et de la demande. Les libéraux pensent aussi que l'État ne doit mettre aucun frein au commerce et ils sont favorables au libre-échange. Pour eux, l'État doit se contenter de défendre le pays et d'assurer la sécurité des biens des personnes. Dans le monde moderne, un nouveau courant de libéralisme plus social est né, celui-ci met au centre de sa pensée le développement tant intérieur que matériel des êtres humains. Cette optique du libéralisme prend en compte la

notion de justice sociale promulguée par les socialistes.

Au contraire des libéraux, ceux qui prônent une économie sociale s'indignent des inégalités entre la classe ouvrière misérable et la bourgeoisie opulente, et veulent donc réduire ou supprimer ces inégalités. Le but originel du socialisme est d'obtenir l'égalité sociale, ou du moins une réduction des inégalités et, notamment pour les courants d'inspiration marxiste, d'établir une société sans classes sociales. Le socialisme démocratique, qui est un socialisme converti à la démocratie libérale et respectueux du jeu parlementaire, représente aujourd'hui la tendance majoritaire des partis socialistes, qui n'envisagent plus la rupture avec l'économie de marché. La notion de socialisme démocratique est désormais à celle-là qui tend, notamment en Europe, à en devenir un synonyme. La social-démocratie prône l'État-providence et, par ce fait, même une intervention plus forte du gouvernement dans l'économie et dans le social.

H.E.

«On a volontairement fait de nous des vaincus »

C'est dans un contexte délétère que l'ancien Président nous reçoit dans sa résidence. Marc Ravalomanana incarne l'opposition. Il se livre pour *Politikā*, sur les dossiers brûlants.



Raoto Andriamanambe



MARC RAVALOMANANA

président du parti Tiako i Madagasikara

Au mois de janvier 2019, vous avez accepté la proclamation de la victoire de Andry Rajoelina par la Haute cour constitutionnelle (HCC). L'évènement a été historique pour Madagascar par sa portée et par les symboles qu'il revêt. Après réflexion, qu'est-ce qui vous a poussé à accepter votre défaite ? En ce jour, après la tournure qu'a prise la situation post-électorale, ne regrettez-vous pas de ne pas vous être battu jusqu'à la fin ?

Je ne vais pas dire que j'ai regretté, mais plutôt que je suis déçu. Même si dès la phase préparatoire, les élections ont présenté de multiples anomalies ; pour l'intérêt de la Nation, et pour remettre Madagascar à sa place, j'ai accepté les résultats des élections. Même les membres de mon parti politique ont été étonnés, mais j'ai estimé que nous devrions être des modèles dans le respect des décisions des institutions comme la Haute cour constitutionnelle (HCC). Pour que l'État de droit soit mis en place, il est primordial de respecter la Constitution. J'ai réellement espéré qu'il y aurait vraiment un changement

de mentalité pour que la succession de pouvoir se déroule au mieux... Mais cela n'a pas été le cas. Nous avons déposé un peu plus de 700 requêtes qui ont buté sur la phrase devenue célèbre : "elles sont recevables mais non fondées". Ces requêtes n'ont même pas été consultées. Elles ont été jugées à la va-vite alors que les dossiers ont été constitués par des juristes, les pairs de ceux qui constituent la HCC. La valeur de la justice et des juristes a été dévoyée.

La présidentielle s'est déroulée normalement, de façade seulement. La crise politique a été évitée. Si j'avais refusé la décision de la HCC, la situation se serait envenimée. Vous me demandez si je regrette, je réponds "non". Mais aujourd'hui, la vérité est réapparue en surface à travers les déclarations du vice-président de la Ceni, qui a révélé l'existence de 562 275 doublons de Carte d'identité nationale (CIN) touchant 1 162 512 électeurs. Peu importe les explications de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) qui a minimisé la portée de cette situation, ces doublons ont eu

un impact sur les élections. La situation est honteuse et indigne des Malgaches. Nous avons déjà signalé dans nos doléances ces doublons, cependant, on nous avait rétorqué qu'elles étaient recevables mais non fondées. Où en sommes-nous aujourd'hui ? La Ceni désavoue totalement la HCC. Ceci n'est plus un fait nouveau, mais plutôt un fait réel. Imaginez-vous ! L'organisme responsable de l'organisation, celui qui a reçu le financement pour assurer la transparence et la neutralité des élections, l'a avoué. De ce fait, toutes décisions ainsi que les résultats des élections sont impactés. Au Malawi, la Cour constitutionnelle a annulé la réélection du Président sortant Peter Mutharika en mai 2019, ordonnant l'organisation d'un nouveau scrutin présidentiel dans les cinq mois.

Sur le registre politique, la proposition de loi modifiant et complétant certaines dispositions de la Loi n° 2011-013 du 09 septembre 2011 portant statut de l'opposition et des partis d'opposition, voudrait placer l'opposition en

tant qu'opposition parlementaire. Si cette loi passe serez-vous écarté ? Qu'en pensez-vous ?

Ce n'est plus ma priorité. Je me focalise surtout sur ce qui se passe actuellement. La déclaration du vice-président de la Ceni était comme une foudre qui a frappé toute la population. Je ne pense plus vraiment à la place du leader de l'opposition car l'objet même de sa nature est erroné. Si la situation n'est pas légale, il n'y a plus de raison de s'ériger en opposition légale.

Quelques jours après sa déclaration tonitruante, Thierry Rakotonarivo s'était défendu en arguant que les doublons pouvaient être dus à des erreurs de saisie au niveau de la Ceni, ou lors du recensement effectué au niveau des fokontany, que c'était plutôt des faits administratifs n'impactant en aucun cas les résultats des élections.

Le vice-président de la Ceni a apporté des explications et son président a également renforcé ces affirmations en insistant sur le volet administratif. Pourtant, les CIN ont été utilisées durant les élections. Rappelez-vous que dès le 17 décembre 2018, le directeur général de l'imprimerie nationale avait révélé, durant une conférence de presse, que près de 1 500 000, voire même 2 millions, de fausses CIN étaient en circulation. Tout de suite après, il a été limogé. Je soutiens mordicus que ces anomalies ne sont pas simplement administratives. Nous avons des preuves. Par exemple, cette "madame Tahirisoa Louissette" est recensée à la fois à Anjozorobe, à Antanetibe, à Manjakandriana et à Ambohidratrimo (*Marc Ravalomanana nous montre une copie de la liste électorale, NDLR*). Les numéros de la CIN également sont identiques. Ce n'est pas un cas isolé, nous en avons repéré des milliers...

Les partis politiques avaient fortement réclamé qu'un organisme indépendant organise les élections, une mission dévolue auparavant au ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation. Aujourd'hui, ces mêmes formations réclament sa dissolution...

Si on veut que l'indépendance soit effective, elle peut l'être, si les personnes concernées ont la conviction et la capacité. Par exemple, un organisme ressemblant à la Ceni est en œuvre en Afrique du Sud. Il diffère de la nôtre par sa composition. Il compte en son sein des représentants des candidats, des journalistes, des juristes et des experts internationaux. En 2018, l'audit mené par l'Organisation internationale

de la Francophonie (OIF) avait déjà pointé du doigt ces anomalies. Si la transparence régnait vraiment, tout le monde aurait dû être informé. Les candidats auraient dû être consultés. Nous aurions pu discuter pour voir la marche à suivre pour que les élections puissent de nouveau se tenir ou pas et dans quelles conditions. Mais cela n'a pas été le cas. Alors pourquoi la Ceni se défend-elle en disant que ce ne sont que des anomalies administratives ? C'est vraiment une question de fond. Comme vous le savez, nous n'avions cessé de clamer à cor et à cri que la vérité éclaterait et elle est sortie de la bouche du vice-président de la Ceni, sans qu'on le lui ait demandé. On peut se demander qui l'a poussé à faire ces déclarations. Y avait-il une entente, une mésentente ou une pression ? Nous savons qu'il a fait ces aveux officiellement au nom de la Ceni, une institution censée être indépendante.

Parlons de l'administration actuelle. Comment trouvez-vous les priorités des dirigeants ?

Les réalisations des actions dépendent des moyens dont on dispose. Si vous avez fait des promesses pendant la campagne, et que vous avez dit que "je vais terminer telle ou telle route ou construire de tels logements", les moyens devraient être pris en considération. La population ne va pas oublier ce que vous avez dit. Si vous ne tenez pas vos promesses, vous vous créez vous-même des ennemis. Durant la campagne électorale, il avait fait beaucoup de promesses et, actuellement, peut-il les réaliser ?

Si l'on revient sur le débat de l'entre-deux-tours, vous aviez parlé à l'époque de prendre des décisions «réalistes» et «pragmatiques»...

J'avais déjà occupé la fonction présidentielle. Je sais très bien que la réalisation des travaux dépend des partenaires. Il faut gagner leur confiance. Les bailleurs de fonds ont les moyens de financer les projets, mais ils seront très regardants sur la manière dont sera utilisé l'argent et comment il sera injecté dans les projets. C'est ce qu'on appelle la capacité d'absorption. Ils vérifieront également si vos collaborateurs (ceux du président de la République, NDLR) sont dignes de confiance. Utiliseront-ils les financements à bon escient ? Il est donc important d'instaurer la bonne gouvernance. C'est la priorité selon moi. Il faut que le dirigeant lui-même initie la mise en place de cette bonne gouvernance. Les priorités devront être claires et précises et être en phase avec celles de la population. Depuis que je ne suis plus au pouvoir, les routes n'ont plus

été entretenues. Seules les routes peuvent mener au développement d'un pays. Avec de bons systèmes routiers, on peut facilement lutter contre le banditisme, le transport sera amélioré. Les routes figurent parmi les priorités, malgré le fait que beaucoup se sont moqués de nous en estimant qu'elles ne se mangent pas... L'éducation est également fondamentale. Quand j'étais au pouvoir, 92 % des enfants malgaches fréquentaient les écoles. Notre programme, "Éducation pour tous", avec le soutien de la Norvège, a permis d'allonger le cycle primaire obligatoire à sept ans. La nutrition est essentielle à travers l'autonomisation des paysans, qui représentent une grande partie de la population malgache. Nous avons lancé des concours et avons offert des semences, des matériels agricoles, pour les paysans issus des régions connues comme étant de grands producteurs de riz. Cela a permis de réduire les importations, mais surtout de donner du travail aux paysans. Ce sont mes priorités. Elles avaient été inscrites dans le Manifesto. La vraie urgence est également de déterminer comment protéger et soutenir nos opérateurs. Il n'est pas judicieux de pourchasser ceux qui ne sont pas du même avis que soi. Chacun a ses défauts. Il faut que le processus judiciaire soit respecté à la lettre. Par exemple, on a procédé à la vente aux enchères publiques des biens saisis de Claudine Razaimamonjy. Peu de personnes se sont manifestées. Celles qui ont voulu se manifester ont sûrement eu des remords car ce sont des biens appartenant à un individu, le fruit de ses efforts. Soulignons aussi les amendes disproportionnées appliquées. Il en va de même pour Mbola Rajaonah. Je ne les protège pas, mais il devrait y avoir d'autres moyens pour que ces personnes – qui ont profité de leur position et de leur proximité avec l'ancienne administration – paient leur dette envers la société. Il faut laisser leurs entreprises fonctionner, voire les soutenir dans leurs activités. Car vous n'allez pas pouvoir faire avancer le pays tout seul. Ces faits n'inspirent pas confiance à ceux qui veulent investir. Ils auront tendance à faire machine arrière. Qui pourrait garantir que les autorités ne feront pas la même chose demain aux autres investisseurs qui opèrent déjà ?

Sur le volet économique, comment appréhendez-vous la situation de la Jirama et d'Air Madagascar ? Ces sociétés nationales sont actuellement mal en point alors qu'elles réalisaient des bénéfices durant vos mandats. Avez-vous été victimes de délestage à Madagascar pendant que j'étais à la tête du

pouvoir ? À l'époque, les contrats avaient été très clairs, avec les compagnies allemandes Lahmeyer International et Lufthansa Consulting. J'ai fait confiance à ces partenaires. Elles avaient apporté des fonds et elles nous ont accompagnés de manière soutenue. Voyez le prix de l'électricité actuellement. C'est exorbitant, la population ne peut plus s'en acquitter.

Cela se répercute sur l'industrialisation qui sera l'un des moteurs principaux du développement de l'Afrique. Les industries, aussi bien les grandes que les petites structures artisanales, ne peuvent fonctionner sans énergie. Il est urgent de régler ce problème. Concernant la gestion de la Jirama, de nombreuses personnes se sont enrichies sur le dos de cette compagnie. Qui vous dit que les fournisseurs de carburant n'ont pas tiré profit de la situation ? Le générateur que j'avais inauguré à Mandrozeza, est aujourd'hui dans un état déplorable, faute d'entretien.

Qu'en est-il du renouvellement du parti Tiako i Madagasikara (Tim) ?

À l'occasion de l'assemblée générale du parti, nous avons annoncé la redynamisation du Tim. Nous allons lui donner de l'énergie et un nouveau souffle pour aller plus vite. Nous allons joindre nos efforts avec ceux d'autres formations. Si avant, le Tim évoluait seul, il est dorénavant actif avec le Rodoben'ny mpanohitra ho an'ny demokrasia eto Madagasikara (RMDM). Au sein de notre équipe, les tâches ont été réparties. Une partie du staff a renforcé les rangs du RMDM. C'est le cas pour l'ancienne Secrétaire générale, Olga Ramalason. Elle connaît très bien

notre mode de fonctionnement et elle est rompue aux joutes politiques.

Elle saura bien manœuvrer au sein du RMDM qui recense 22 partis politiques. La dynamique est excellente mais les révélations de Thierry Rakotonarivo ont tout chamboulé. Mais c'était nécessaire. Les citoyens doivent être fiers de lui. Il a eu l'audace de dire la vérité. Nous sommes convaincus que Dieu sait faire parler ceux qui ne peuvent pas le faire, au moment où il le faut. D'ailleurs notre parti politique est d'obédience démocratie-chrétienne. Il est vrai que nous avons déjà perdu un an, mais je suis vraiment ravi de vous dire que les choses bougent. Mais je vais vous avouer : le plus dur pour moi, c'est de voir que nos enfants ne peuvent pas aller à l'école, que le système de santé s'est détérioré et que l'économie souffre de la perte de valeur de la monnaie malgache.

Quelle pourrait donc être l'issue de cette situation ? Allons-nous procéder à de nouvelles élections ?

C'est à vous de voir. Ce sont les faits. Faisons un calcul simple, combien un candidat pourrait-il obtenir grâce à 1 162 512 voix multipliées par deux ? Certains noms sont revenus trois fois, je le signale. Quel serait donc l'écart entre le vainqueur et celui qu'on a fait en sorte d'être vaincu après ces élections ? Je le soutiens : on a volontairement fait de nous des vaincus ! Les résultats des élections et la personne qui a été élue n'ont plus leur légitimité. Elle ne devrait pas être là où elle l'est, parce qu'elle n'a pas été élue de manière légitime, à cause d'une liste électorale défaillante.

Où va se diriger le pays ? Et quel sera votre rôle ?

Dieu sait ce qui est bien pour nous. C'est ce qui fait de nous des chrétiens. Il nous dirige là où nous devrions aller, à condition d'accepter nos torts. Thierry Rakotonarivo s'est repenti en faisant ces aveux. Il va avancer dans la bonne voie à partir de maintenant, vous allez voir.

Et pour vous, où voulez-vous que ce processus nous mène ? Pouvons-nous nous permettre de faire face à une nouvelle crise ?

Nous cherchons les moyens pour que la vie de la population malgache redevienne comme avant la crise de 2009. Comment retrouver la valeur des Malgaches ? Il faut tout recommencer. Nous sommes contraints de détruire, d'abord, pour pouvoir mettre en place de nouvelles fondations, puis reconstruire, après.

Avons-nous encore le temps pour cela ?

Nous encourageons le pire si nous ne faisons pas attention. Si une voiture a une roue crevée et que si l'on s'entête à vouloir continuer, cela risque d'affecter le véhicule. Ne faut-il pas s'arrêter pour remplacer la roue hors d'usage ? Un bon conducteur ne peut pas s'entêter à continuer à utiliser une voiture qui est presque hors d'état de fonctionner. P

.....
Note : l'interview a été réalisée le 5 mars, bien en amont de la crise sanitaire qui secoue le pays.

CE QU'IL A DIT SUR LA CRISE SANITAIRE DU COVID-19

« Il faut se concerter pour faire face à cette pandémie. Nous avons nous aussi nos idées. Il faut parler avec les professionnels de la santé, les spécialistes des maladies de ce genre. Mais il faut également parler avec les partis politiques, parce que les politiciens sont quand même respectés au sein de leur parti, au niveau de la société. Il s'agit d'un combat contre un ennemi commun. Nous avons attendu à ce qu'il y ait un appel à contribution de tous, à des pourparlers entre les partis politiques pour pouvoir coordonner les actions de lutte contre la propagation de cette maladie (...) »

Conférence de presse, Faravohitra, 31 mars

« L'unité. Ceux qui ne partagent pas les mêmes idées, les mêmes religions doivent être unies. Je ne cherche pas le pouvoir, mais je voudrais partager mes expériences dans cette lutte (...). L'administration parle de la maîtrise du Covid-19. Néanmoins, tant que la courbe ne s'inverse pas, on ne peut pas parler d'une épidémie qui soit maîtrisée. Nous manquons de tests, nous manquons aussi de moyens... Je pense que si les tests étaient plus nombreux, les cas recensés pourraient être plus importants. (...) En amont, j'avais sollicité que les frontières soient fermées le plus rapidement possible. Mais le pays a hésité. Or, en période de pandémie, on ne peut pas se permettre de perdre du temps.

Intervention sur la chaîne Real TV, 6 avril

« Je suis profondément préoccupé par la distribution à grande échelle (du Covid-Organics) faisant encore l'objet d'observations cliniques, et qui est donc non homologué par les autorités médicales ou scientifiques. L'administration forcée aux enfants malagasy dans les écoles est encore plus alarmante. Je partage l'avis des médecins, des chercheurs et des enseignants-chercheurs dans les universités de Madagascar sur l'absence de preuves scientifiques de l'efficacité de ce médicament Covid-Organics.

À notre connaissance, aucune étude ni données scientifiques ne sont disponibles sur l'utilisation de ce médicament pour le traitement des malades du Covid-19, ni sur ses effets secondaires. Les essais de médicaments suivent des protocoles scientifiques rigoureux et les enfants ne devraient pas être utilisés comme des cobayes sans l'autorisation de leurs parents. Ainsi je vous demande de nous informer si l'utilisation de ce médicament pour le traitement du Covid-19 a été approuvée par l'OMS. Si ce n'est pas le cas, je vous prie de réagir sur l'utilisation à grande échelle d'un médicament qui n'a pas fait ses preuves, et d'interpeller le gouvernement sur les normes internationales et les risques potentiels sur la population (...) »

Lettre envoyée au directeur général de l'OMS, 21 avril

VOIR PLUS LOIN



Nous revendiquons
une renégociation aboutissant

à un **réajustement
de nos accords
commerciaux** afin que
ceux-ci ne constituent pas un frein à notre
essor industriel. Ceci est particulièrement
important concernant l'APE intérimaire
avec l'Union Européenne.

Pour la négociation d'accords
commerciaux futurs, nous réclamons
l'inclusion systématique des représentants
des organisations industrielles du secteur
privé dans les équipes de négociateurs.



becom

ALLIANCE
POUR L'INDUSTRIALISATION DURABLE



Présidence de la République de Madagascar

Impact économique L'économie infectée

De la fermeture des frontières au confinement de la population, Covid-19 asphyxie sévèrement l'économie du pays et menace la paix sociale.



Van-Lee Behaja et Raoto Andriamanambe

L'économie est aussi affectée par une infection virale. «L'économie malgache est frappée de plein fouet à travers trois facteurs interdépendants: la conjoncture économique internationale, le confinement de la population et la gestion socio-économique de la crise», plante d'emblée l'économiste Zavamanitra Andriamiharivolamena.

SYMPTÔMES

La faible productivité, la prédominance du secteur informel et la corruption sont les cocktails fatals qui alimentent la crise. La Grande île n'échappe pas à la conjoncture économique causée par Covid-19, et les conséquences sont alarmantes. Les instances internationales en annoncent la couleur. «La croissance en Afrique subsaharienne

devrait se rétracter fortement entre 2019 et 2020, passant de 2,4 % à une fourchette comprise entre -2,1 et -5,1 %, plongeant la région dans sa première récession depuis plus de 25 ans », note la dernière édition d'Africa's Pulse, le rapport semestriel de la Banque mondiale consacré à la conjoncture économique africaine. Le ministère des Finances et de l'Économie table sur une croissance mollement

positive. Le taux a été révisé à 1,5%, par rapport aux 5,5% initialement prévu. L'inflation s'accroîtra. Elle passera de 6,6%, selon les projections initiales, à 7,2%. Les pertes de production dans la région pour 2020 vont se chiffrer entre 37 milliards et 79 milliards de dollars. Pour Madagascar, les voyants sont déjà au rouge : jusqu'à mi-avril, rien que dans le seul secteur tourisme, 44 000 emplois directs ont été impactés. Le secteur des entreprises franches risque d'être durement touché. À la même période, près de 150 000 emplois sont menacés. Les recettes d'importation chutent de 20%.

«*Madagascar hérite encore de son système social archaïque et sa structure économique est fortement dépendante de l'extérieur, aussi bien les investissements ou les aides financières que les produits de consommation courante*», renchérit Zavamanitra Andriamiharivolamena. Les relations économiques et commerciales internationales ont rendu le pays vulnérable face aux aléas ou chocs socio-économiques, politiques ou climatiques. Les chômages techniques, le faible pouvoir d'achat, la hausse des prix des denrées alimentaires... ne sont que des symptômes du marasme de l'économie malgache causé par la pandémie Covid-2019.

CONSÉQUENCES

L'épidémie est tombée à un moment assez critique avec, en toile de fond, la guerre économique entre la Chine et les États-Unis. «*Dans un premier temps, la Grande île a subi directement les effets de la conjoncture économique qui a affecté, depuis quelques mois, ses principaux partenaires commerciaux et économiques, à savoir la Chine, les États-Unis, l'Europe ou récemment encore quelques pays voisins comme La Réunion, l'île Maurice ou l'Afrique du Sud. Maintenant, c'est Madagascar concrètement qui est sous confinement*», affirme Hery Lanto Rakotoarisoa, président du Groupement des entreprises franches et partenaires (GEFP).

Les conséquences de la crise se font ressentir à tous les niveaux. En effet, plus de 80% des biens de consommation courante de Madagascar sont importés. C'est la raison pour laquelle des tensions inflationnistes se font ressentir depuis le début de la crise. Aussi, la quasi-totalité des exportations malgaches est bloquée. Pour les entreprises locales, la crise sanitaire a provoqué un arrêt ou une réduction des activités de production. Ceux qui veulent ou peuvent continuer à produire, doivent s'adapter aux mesures économiquement contraignantes comme la distanciation sociale et trouver

des solutions aux problèmes de transports. Les revenus des ménages malgaches qui vivent au jour le jour, sont gelés. L'explosion sociale est à craindre malgré les mesures sociales (voir article p.46) mises en vigueur.

Dorénavant, il faut favoriser un nouveau mode de consommation en soutenant les circuits-courts

RÉANIMATION

«*Toutes les entreprises sont actuellement en réanimation intensive*, se plaint Hery Lanto Rakotoarisoa. *Dans une situation exceptionnelle, il faut bien envisager les pistes de négociation pour le bien des employés. Dans notre discussion avec l'État, nous avons avancé que le sauvetage des parties économiques est essentiel pour que la crise sanitaire actuelle n'engendre pas d'autres crises sociales*». Ainsi, suite à l'appel du secteur privé, mené par le président de l'Alliance pour l'industrialisation de Madagascar (AIDM), Rivo Rakotondrasanjy, les mesures d'urgence économique ont été avancées par l'État pour maintenir en vie le secteur privé durant cette situation jugée exceptionnelle. Elles concernent entre autres le report de l'échéance de l'impôt synthétique, le paiement différé des charges patronales, la suspension des contrôles fiscaux et des avis aux tiers détenteurs ainsi qu'une négociation avec les banques portant sur le report des échéances bancaires et les crédits immobiliers des entreprises et des particuliers.

Les mesures ont été saluées par le secteur privé. «*Des dispositions fiscales et financières ont été adoptées pour éviter un chômage technique massif. L'objectif est également de lisser dans le temps les conséquences de la crise. Mais cela va toutefois peser sur la relance et le développement des entreprises dans le moyen terme*», décrypte Zavamanitra Andriamiharivolamena. Du côté étatique, le dispositif mis en place coûte la bagatelle de 115 milliards d'ariary à la caisse de l'État. Ce dernier peut-il faire plus ? Rien n'est moins sûr car l'assiette fiscale est tenue et les taxes douanières, par exemple, représentent une manne financière importante. «*En somme, les entreprises du secteur privé auront donc*

toujours l'obligation de payer les 115 milliards d'ariary. L'échéance a été seulement décalée», souligne le président du GEFP. «*La Grande île risque de manquer de liquidité. C'est un scénario qu'il ne faut pas écarter si le confinement et le ralentissement économique continuent*», note un spécialiste.

EFFORT

Consciente des répercussions que va entraîner la crise sanitaire, l'Administration a tenté de jouer la carte de la transparence et de l'écoute. «*Dans cette bataille sur toutes les sphères, l'Administration est aux côtés du secteur privé*», a rassuré Valéry Ramonjavelo, secrétaire général de la Présidence, lors du lancement de la conception du plan de mitigation, le 7 avril. «*Nous n'avons pas des centaines de milliards d'euros à injecter, comme dans les autres pays avancés, mais nous pouvons tout de même féliciter les efforts de l'administration publique*», félicite le président du GEFP.

Comment relancer la machine économique, dans un tel contexte ? La question est sur toutes les lèvres. Les Partenaires techniques et financiers sont inquiets. Les patrons sont au bord de la déprime. Le pays a subi des crises récurrentes, mais celle du Covid-19 est presque inédite par son ampleur. «*Nous déplorons l'absence d'une véritable politique claire et cohérente au niveau des administrations et instances étatiques dans la gestion socio-économique de la crise sanitaire*», tacle Zavamanitra Andriamiharivolamena. «*Cette situation est inédite et critique. Personne ne peut prévoir les impacts de la crise. Les monnaies risquent de se déprécier. Les comportements des marchés et des individus auront des impacts importants*», assène Marcelle Ayo, country manager de la Société financière internationale (SFI) pour Madagascar, Maurice, Les Comores et Seychelles, toujours dans le cadre du lancement de la conception du plan de mitigation. Dans ce marasme ambiant, certains pensent qu'une réelle opportunité se présente néanmoins pour un pays comme Madagascar. L'occasion est belle pour pouvoir redonner sa place à la production locale (voir article p.26). «*Dorénavant, il faut favoriser un nouveau mode de consommation en soutenant les circuits-courts. Il est important de réduire la distance entre consommateurs et producteurs*», lance Lantosoa Rakotomalala, ministre de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat. **P**

«La crise sanitaire met en lumière nos lacunes socio-économiques »

L'économiste Zavamanitra Andriamiharivolamena nous détaille de long en large les effets économiques de la crise sanitaire que le pays traverse.



Van-Lee Behaja



ZAVAMANITRA ANDRIAMIHARIVOLAMENA

économiste

Quelles seront les conséquences économiques de la crise sanitaire ?

L'économie de Madagascar est inévitablement touchée par la crise sanitaire mondiale et la conjoncture économique internationale générée par la pandémie, le confinement de la population malgache, et la gestion socio-économique du confinement est affectée. Ces trois facteurs sont interdépendants et complémentaires. Et leurs conséquences socio-économiques sont similaires : le marasme économique, les chômeurs techniques, la diminution du pouvoir d'achat, l'augmentation des prix des denrées alimentaires, etc., tandis que leurs mécanismes de transmission et leurs ampleurs sont différents.

Quels sont les impacts directs de la situation d'urgence sur l'économie ?

La pandémie met en lumière les lacunes de la structure socio-économique de Madagascar. Cette structure a été héritée de l'époque coloniale avec une productivité très faible.

De plus, les relations économiques et commerciales internationales ont fait que la Grande île est fortement dépendante de l'extérieur, que cela soit en termes de produits d'importations, d'aides ou de financements. Le pays est fortement vulnérable aux chocs et aléas socio-économiques ou aux politiques internes et externes. Aujourd'hui encore, la crise sanitaire mondiale ne fait qu'aggraver cette situation. Elle affecte différemment l'économie nationale.

La Grande île fait face à un ralentissement économique significatif. La conjoncture socio-économique des principaux partenaires commerciaux et économiques comme la Chine, les États-Unis ou l'Europe se traduit par une baisse de la demande extérieure sur nos principaux produits d'exportations, et un dérèglement important de l'approvisionnement des produits d'importations qui couvrent plus de 80% des biens de consommation courantes de Madagascar, les matières premières, ainsi que quasiment tous les biens électroménagers, électroniques et informatiques et les biens d'équipement.

Les recettes douanières sont, en conséquence, réduites. Des tensions inflationnistes se créent, les investissements étrangers vont diminuer et les chômeurs massifs risquent d'affecter tous les secteurs.

Comment avez-vous perçu le confinement et la population ?

Le confinement à Madagascar a été brusque et prématuré. Il a engendré une paralysie de l'économie et une insécurité sociale. Le pays en subit deux conséquences majeures, à savoir une réduction des activités des entreprises soumises aux mesures économiquement contraignantes de la distanciation sociale, ou encore la suspension des transports publics, et une baisse de la consommation à cause du chômage et l'absence de revenu. Les travailleurs qui n'ont pas de contrats fixes ou qui travaillent de manière ponctuelle, ainsi que les travailleurs du secteur informel, n'ont pas bénéficié de soutiens financiers et des allocations de l'État.

Quel est votre point de vue sur les mesures économiques prises par l'État ?

Compte-tenu de la place du secteur informel dans le tissu économique et le niveau de corruption très élevé dans le pays, nous n'avons pas la possibilité de mettre en place nous-même de bonnes mesures d'accompagnement socio-économique à court ou à moyen terme, telles qu'elles sont conçues dans les pays riches et développés, à défaut de moyens financiers certes, mais surtout à défaut d'avoir une base de données fiable pour pouvoir mener une meilleure macroanalyse de l'efficacité et de l'efficacité de l'allocation des aides. Nous déplorons ainsi l'absence d'une véritable politique claire et cohérente au niveau des administrations et des instances étatiques dans la gestion socio-économique de la crise sanitaire.

Que pensez-vous particulièrement des mesures fiscales et financières adoptées ?

Les mesures fiscales et financières sont adoptées uniquement pour éviter le chômage technique massif durant la période de confinement. En d'autres termes, l'objectif est d'éviter un désastre socio-économique et de lisser dans le temps les conséquences socio-économiques de la crise. Certes la pilule est relativement facile à digérer dans ce schéma, mais cela va toujours peser sur les investissements et les emplois sur le moyen terme, plus particulièrement pour les entreprises naissantes. Les entreprises et les ménages paieront toujours leurs dus, c'est uniquement la modalité de paiement qui change.

Quels sont vos constats concernant la gestion de la crise à Madagascar ?

Les actions menées n'ont pas d'impacts nets. Pourtant, une mauvaise gestion socio-économique entraîne une inefficacité des aides. Ce gaspillage des ressources conduit davantage à l'aggravation de la crise socio-économique, déjà le montant

alloué est trop faible par rapport aux dégâts socio-économiques engendrés par la mesure de confinement et des troubles et des sentiments d'inégalités pourront être générés au sein de la population.

De plus, la distribution aléatoire des aides se fait au détriment des secteurs clés et productifs de l'économie. Ces derniers devraient être soutenus à travers une politique de redynamisation. Cet appui pourrait avoir des retombées sur tous les secteurs et sur la population. Les mesures adoptées jusqu'ici sont tout simplement floues et ne sont fondées sur aucune analyse sérieuse de la situation de la population.

Avez-vous des suggestions ?

Il ne serait pas abusif d'affirmer que notre pays a eu une longueur d'avance

Eu égard à ce qui se passe dans les autres pays déjà touchés lourdement, il ne serait pas abusif d'affirmer que notre pays a eu une longueur d'avance qui lui aurait permis de réussir avec brio la gestion de cette crise. Toutefois, rien n'est perdu, Madagascar peut et devrait appliquer les mesures uniques, adaptées à sa situation sociale, économique et surtout géographique en ce temps de confinement. Le temps presse, le gouvernement doit agir rapidement et définir les bonnes priorités à mettre en œuvre dans l'allocation des nombreux soutiens financiers. Nous pourrions lever intelligemment le confinement pour assurer un minimum d'activité économique pour le pays. Dans tous les cas, une bonne gestion du confinement de la part du gouvernement constituerait l'unique filet de sécurité so-

ciale pour toute la population.

Que faut-il prévoir pour la relance économique après la crise ?

D'ores et déjà, des politiques de redressement de l'économie nationale devraient être développées afin d'anticiper la sortie de crise. On devrait éviter de copier naïvement les mesures socio-économiques de redressement des autres pays, comme c'était le cas dans la gestion socio-économique du confinement. En effet, l'économie malgache a besoin de mesures mûrement réfléchies et bien adaptées à sa spécificité. D'une manière logique, des politiques économiques dites de "refonte" visant à transformer en profondeur une bonne fois pour toute sa structure économique archaïque et inefficace, devraient voir le jour. L'enjeu est d'atténuer la dépendance aux importations à travers la promotion de la production et la transformation locales, ainsi que la dépendance financière souvent inutile et désavantageuse.

Donc, il faut être prudent par rapport aux sources de financement. Le choix de pays et d'institutions internationales partenaires est délicat car les rapports diplomatiques et la question d'indépendance économique nationale en découlent. Il serait peut-être préférable de privilégier le financement interne par une création monétaire prudente, en mettant en œuvre des actions coordonnées entre le gouvernement malgache et la Banky foiben'i Madagasikara, et avec les ressources minières comme garanties. La relance économique sera effective et la dépendance extérieure pourrait être ainsi réduite au fur et à mesure. Il serait temps de profiter de la conjoncture pour revoir en profondeur la structure et les relations économiques et commerciales de la Grande île. **P**

UNE RÉPONSE POLITIQUE AFRICAINE DIFFÉRENCIÉE EST ABSOLUMENT NÉCESSAIRE

"Adapter la réponse politique de manière à refléter les caractéristiques structurelles des économies africaines et les contraintes particulières auxquelles sont confrontés les responsables politiques, notamment le rétrécissement considérable de l'espace budgétaire et la forte diminution de la capacité opérationnelle de réponse. Plusieurs pays africains ont réagi rapidement et de façon décisive pour enrayer l'apparition et la propagation du COVID-19, en s'inspirant de l'expérience internationale émergente. Avec l'évolution de la situation, de nouvelles questions se posent quant à la pertinence et l'efficacité probable de certaines de ces politiques, telles que les mesures strictes de confinement. La taille importante du secteur informel (89 % de l'emploi total), la précarité de la plupart des emplois, la couverture limitée des régimes de pension et d'assurance-chômage, et la prédominance des micro,

petites et moyennes entreprises dans les activités d'affaires (90 %) devront toutes être prises en compte, car elles risquent d'affecter l'efficacité des mesures agressives de confinement. Protéger les groupes vulnérables, intensifier les tests et encourager le port de masques pourraient s'avérer être des meilleures options. Tout aussi importante est la nécessité de différencier les réponses en matière de politique monétaire étant donné la faiblesse de la transmission monétaire dans des pays dont les marchés financiers sont sous-développés. À cause de l'efficacité réduite des politiques monétaires, la réponse politique sera donc essentiellement budgétaire. (...)"

In Africa's Pulse : An Analysis of Issues Shaping Africa's Economic Future Calderon, Cesar; Kambou, Gerard; Zebaze Djiofack, Calvin; Korman, Vijdan; Kubota, Megumi; Cantu Canales, Catalina. 2020. World Bank



Vita malagasy

La vraie thérapie économique

Le Covid-19 est révélateur des maux du pays, tel un kaléidoscope où toutes les facettes d'un pays pauvre se dévoilent. Économiques ou sociaux, ces maux ont été couvés depuis plusieurs décennies et se manifestent dès que les conditions sont réunies. Une prise de conscience s'impose à tous les niveaux.



Tolotra Andrianalizah



Pov¹

A chaque pays ses images chocs. En Chine, foyer de l'épidémie, le confinement de Wuhan, une région industrielle de ce pays longtemps surnommé « l'atelier du monde », a été l'une des scènes emblématiques. Habituellement grouillantes de vie, les rues de la ville ont été désertées du jour au lendemain, suite au confinement drastique imposé par Pékin. En Europe, ce sont les hôpitaux débordés et surtout les cercueils transportés dans des camions militaires en Italie. Pour Madagascar, ce sont les images d'attroupements que ce soit dès l'annonce des premiers cas, devant les *tse-na mora*, devant l'hôtel de ville et à la gare routière d'Andohatopenaka. Le gouvernement a clairement du mal à faire imposer le confinement. Le président de la République l'a d'ailleurs admis. Lors de son intervention à la Télévision nationale le vendredi 3 avril, Andry Rajoelina avait indiqué que, si Madagascar était économiquement fort, la décision du confinement serait plus facile à prendre.

LIMITES

Il est bien connu que « l'Afrique produit ce qu'elle ne consomme pas et consomme ce qu'elle ne produit pas », comme l'expliquait Julius Nyerere, l'ancien Président de la Tanzanie. Modèle inhérent aux pays africains, cette maxime est une réalité à laquelle Madagascar n'échappe pas. Aujourd'hui, les économies africaines sont tributaires des conjonctures mondialisées, comme la pandémie qui frappe de plein fouet le commerce international. Il est clair qu'avec le Covid-19, les limites de la mondialisation se manifestent et mettent à mal tout un système. Pays incontournable de la chaîne de valeur internationale, la suspension des activités en Chine a grippé la croissance, plongeant le monde entier dans une récession sans précédent, comme l'a souligné la directrice générale du Fonds monétaire international (FMI), Kristalina Georgieva. « Nous sommes maintenant en récession, c'est bien pire que la crise financière mondiale »,

a-t-elle confirmé lors d'une conférence de presse conjointe avec l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Marcelle Ayo, country manager de la Société financière internationale (SFI) pour Madagascar, Maurice, les Comores et Seychelles, partage également ce sentiment d'urgence, notamment pour les économies les plus fragiles.

Là où une crise aigüe peut couvrir, des opportunités économiques se présentent

Mis à mal par la situation, le secteur privé malgache a toutefois saisi l'occasion pour lancer un appel en faveur du *vita malagasy*. Là où une crise aigüe peut couvrir, des opportunités économiques se présentent, notamment pour les produits locaux et la production locale. Au terme d'une rencontre entre le ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat et le secteur privé (Mica), qui a eu lieu quelques jours avant l'annonce des premiers cas dus au Covid-19, le président de l'Alliance pour l'industrialisation durable de Madagascar (AIDM), Rivo Rakotodrasanjy, a lancé un appel en faveur du *vita malagasy*. La rencontre avait pour objectif de rassurer sur la disponibilité des stocks de produits de premières nécessités ô combien stratégiques comme le riz et la farine. La pression sur ces produits dénote un pays qui n'est pas autosuffisant sur les produits de base depuis plusieurs décennies. Symbole de cette décadence, la production rizicole. Une aberration sachant que le riz est l'aliment de base des Malgaches et que le pays est réputé pour sa grande quantité de terres arables encore non exploitées. Le riz est en tête de la longue liste des produits

de première nécessité que Madagascar doit importer.

SAVOIR-FAIRE

Quoi qu'il en soit, la commande de masques auprès des entreprises locales est un signal fort de la part du gouvernement malgache dans cette nécessité de produire localement et par extension de produire local. Contraint par la pénurie de masques sur le marché international, le gouvernement n'a eu de choix que de faire confiance aux structures présentes sur le sol malgache. « C'est un avantage pour Madagascar d'avoir un tissu industriel solide dans le secteur textile qui peut produire les besoins internes de la population en termes de protection », a d'ailleurs souligné Lantsoa Rakotomalala, ministre de l'Industrie, du commerce et de l'artisanat et le secteur privé (Mica). Au total, le gouvernement a passé une commande de cinq millions de masques à cinq entreprises avec une capacité de production de 150 000 unités par jour. Une occasion pour le ministre de rappeler l'engagement numéro 7 (Velirano 7) du programme présidentiel : « produire localement les besoins de consommation courante de la population et stimuler la consommation de produits locaux ».

La conjoncture a ainsi poussé les entreprises malgaches dans les secteurs concernés à redoubler leur production. C'est le cas de tout ce qui est gel hydro-alcoolique et lave-main dont la demande a explosé avec la pandémie, le lavage fréquent des mains étant une des protections individuelles préconisées par l'OMS. Sur le flacon d'une marque de lave-main locale, il est d'ailleurs indiqué « produit fièrement à Madagascar ». Une mention qui sonne comme une revanche par rapport à certaines décisions prises contre les industriels dernièrement avec en tête le feuilleton des bondillons de savon. Malgré l'assurance des producteurs malgaches sur leur capacité de satisfaire la demande locale, et malgré les droits de douane additionnels préconisés par l'Autorité nationale des mesures correctives commerciales (ANMCC), le gouvernement a fait

marche arrière dans un premier temps. L'Assemblée nationale lui a emboîté le pas en ramenant à 10% le droit de douane de ce produit dans la Loi de finances contre les 20% inscrits dans le projet de loi. Les Malgaches ont aussi pu voir dans les rayons des pharmacies, les produits de phytothérapie malgaches avec en tête le kit prévention de l'Institut malgache de recherches appliquées (Imra) qui a connu un franc succès, cristallisant ainsi un savoir-faire malgache longtemps sous-estimé. La production du Covid-Organics a scellé la relance fulgurante de l'Imra (voir article p.8). Le tambavy n'a pas laissé indifférent. Même la Guinée-Équatoriale a affrété un avion spécial pour récupérer 11 500 paquets de CVO dont 1 500 pour le traitement curatif et 10 000 destinés au traitement préventif.

SECTEURS DE SOUVERAINETÉ

La question de la souveraineté nationale est plus que jamais d'actualité dans le cadre d'une crise qui exacerbe le nationalisme et l'enfermement, des réflexes de survie naturels. La souveraineté suppose certes l'indépendance politique et militaire mais concerne également la capacité à s'assurer une prospérité économique en toutes circonstances. La question est justement de savoir comment apprécier cette souveraineté économique dans un monde de grande interdépendance.

Oliva Rakoto-David, le Président du conseil

d'administration (PCA) du Cercle de réflexion des économistes de Madagascar (Crem) indique que la conjoncture devrait suffire pour faire réfléchir le pays sur la nécessité de l'autosuffisance sur certains produits notamment sur ceux où le pays a des avantages comparatifs. « *Au-delà de la crise sanitaire, la pandémie devrait servir d'électro-*

Certes, il y aura une décélération des activités économiques, mais la décroissance n'est pas si mal

choc au pays pour penser à produire localement. Nous avons des secteurs où nos avantages comparatifs sont indéniables », souligne l'économiste.

Serge Zafimahova partage cet avis : « *Pour les grandes puissances, il est clair que la pandémie est un drame. Mais pour un pays comme Madagascar qui n'a finalement pas grand-chose à perdre, cela pourrait être une opportunité pour se reconstruire et fonder de nouvelles bases* », lance-t-il. Pour l'analyste politique, le fait que les pays, qui sont les piliers de la

mondialisation, se recroquevillent sur eux-mêmes, est un signal fort. Il parle alors de l'identification de secteurs de souveraineté pour bâtir le développement du pays et pour lui permettre de rester résilient face aux chocs externes. « *Certes, il y aura une décélération des activités économiques, mais la décroissance n'est pas si mal* », avait soutenu Richard Randriamandrato, ministre de l'Économie et des Finances, lors du lancement de l'élaboration du Plan de mitigation pour Madagascar. La crise du Covid-19 nous rappelle le nécessaire recentrage, même s'il aura fallu une crise sanitaire mondiale pour constater la fragilité de l'économie et notre hyperdépendance par rapport à l'extérieur, pour ce que nous consommons. « *Il est temps de procéder à une vraie réforme de la politique économique du pays. Il nous apparaît vital de minimiser la dépendance de l'extérieur, de miser sur la production et la transformation locale pour substituer aux importations des produits de consommation* », conclut l'économiste Zavamanitra Andriamiharivolamena. **P**

.....
'Avec l'aimable autorisation de Pov by Soherina

L'IMPOSSIBLE CONFINEMENT

Au fil des semaines, les cas contacts tant redoutés se sont multipliés à Madagascar. Le confinement est alors apparu comme une solution et un problème en même temps. Les rues autour des marchés d'Antananarivo ont rapidement presque retrouvé leurs activités d'avant : marchands ambulants, promiscuité, saleté... La scène du 13 avril résume l'indiscipline collective de certains habitants des quartiers d'Antananarivo. Les agents des forces de l'ordre ont essayé de convaincre la population du côté d'Isotry, un quartier populaire et peuplé de la capitale, de rentrer chez eux. En vain, une poignée de personnes s'en est prise à eux.

L'impossibilité du confinement en Afrique, en général, a été soulevée dès qu'il est apparu que l'arrivée du virus sur le continent était inéluctable. Alors que la directrice générale du Fonds monétaire international (FMI) Kristalina Georgieva a appelé à un durcissement des mesures de confinement recommandées par l'Organisation mondiale de la santé (OMS), les scènes de vie quotidienne se multiplient dans les grandes villes africaines. « *Le confinement est vital pour éviter la contagion. Mais il aurait été impératif de réfléchir aux vraies solutions, d'organiser et de mettre en actions des stratégies et politiques adaptées à la situation socio-économique de Madagascar* », suggère l'économiste Zavamanitra Andriamiharivolamena. Cela

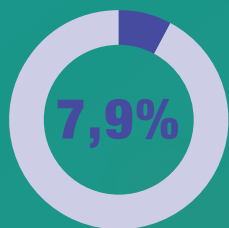
pour ne pas contribuer davantage à l'aggravation de la situation, et surtout pour anticiper déjà la sortie de crise qui sera encore plus difficile que jamais.

Les dirigeants ne peuvent tout simplement pas compter sur une population qui était en mode survie bien avant la pandémie. « *Ventre faim n'a point d'oreille* », dit l'adage. La raison va pourtant au-delà de la seule explication économique. À cela s'ajoute la difficulté à Madagascar de faire passer des messages simples de prévention. Les sensibilisateurs contre la défécation à l'air libre en savent un rayon. La réalité est que les dirigeants se retrouvent devant le fruit de plusieurs décennies de *raiamandrenisme* et de condescendance de la part d'une intelligentsia politique qui a toujours omis de considérer la population comme un interlocuteur. L'analyste politique Serge Zafimahova se veut cependant optimiste. « *Il est intéressant de faire un bilan vers la fin de l'épisode de coronavirus. La pandémie peut conduire à un changement de comportement chez les Malgaches. C'est le moment d'apprendre la rigueur et l'autodiscipline*, souligne-t-il. *On apprend actuellement aux gens des choses basiques comme le fait d'être propre. Mais la communication doit faire valoir la responsabilité individuelle qui devrait dépendre du fokonolona* ».

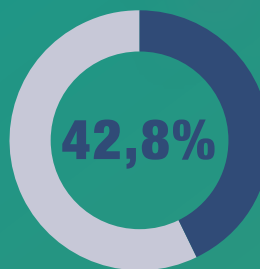
T.A. et V-L.B.

Covid-19

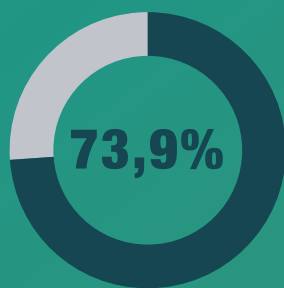
Impacts sur les startups et PME malgaches



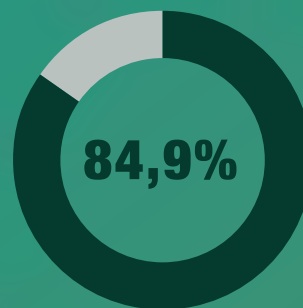
pensent que leurs entreprises ne survivraient pas



des startups et PME ne sont pas sûrs que leurs entreprises survivent cette période



des startups et PME n'ont pas assez de cash pour fonctionner sans vendre sur une période de 3 mois



des entrepreneurs pensent qu'il est probable qu'ils réduisent le nombre de personnel. 8,3 personnes par entreprise (moyenne de 1.036 postes dans 129 entreprises) pourraient perdre leur emploi

Note

Tsialonina Consulting et le Groupe Kentia Holding ont mené une enquête en ligne auprès de 152 startups et PME, du 25 mars au 15 avril 2020, afin de comprendre leurs sentiments, leurs attentes et leurs besoins durant cette pandémie. Cette étude a été effectuée auprès de 152 entreprises volontaires. L'échantillon n'est pas très grand donc elle ne peut pas obligatoirement être généralisée.

«La situation est anxiogène pour les PME»

L'impact économique de la crise sanitaire est désastreux pour les Petites et moyennes entreprises (PME). Malgré les mesures prises pour tenter d'en limiter les dégâts, les conséquences seront rudes sur ces structures. Entretien avec Andry Raveloson, directeur gérant de Sodimilk Sarl, une entreprise spécialisée dans la fabrication et le commerce de fromage.



Raoto Andriamanambe



ANDRY RAVELOSON

directeur gérant de Sodimilk Sarl

Quelles sont les conséquences du Covid-19 sur les activités des PME ?

Il faut d'abord souligner que l'intérêt de la nation est en jeu. La crise concerne la santé des employés et des citoyens. Pour les PME, la situation est extrêmement anxiogène. Nous naviguons à vue. Le temps sera le facteur X : jusqu'à quand la crise durera-t-elle ? Il ne faut pas oublier que de nombreuses restrictions ont entraîné le ralentissement des activités des PME. Nous sommes encore dans le flou. La plupart des petites structures fonctionnent grâce à leur trésorerie mais cela ne peut durer indéfiniment. Malheureusement, certains chefs d'entreprise ont dû avoir recours au chômage technique qui est un dispositif qui permet d'alléger les charges, même temporairement. Néanmoins, on doit prendre garde à notre trésorerie pour que l'on puisse redémarrer ultérieurement.

Quelles sont les premières mesures concrètes que vous avez dû prendre ?

Nous avons pris une mesure au début du confinement partiel : tous les points de

Nous avons essayé tant bien que mal de préserver nos activités pour ne pas ajouter une crise alimentaire à la crise sanitaire

vente de Sodimilk ont dû être fermés pour éviter le contact direct de nos collaborateurs avec les clients. On ne peut pas exposer nos salariés pour soi-disant préserver notre chiffre d'affaires. Au début du confinement, nous avons perdu près de 60% de notre chiffre d'affaires car nous approvisionnons des cafés, hôtels et restaurants qui ont dû fermer leurs portes. Les grandes surfaces ont commandé le strict minimum. Nos décisions ont été adaptées avec celles de l'administration. Cependant, nous avons essayé tant bien que mal de préserver nos

activités pour ne pas ajouter une crise alimentaire à la crise sanitaire. Comme le chef de l'État l'avait souhaité, les activités économiques ont été maintenues.

Suspension des contrôles fiscaux et des avis aux tiers détenteurs, suspension des prélèvements des charges, report des échéances bancaires et crédits immobiliers pour les entreprises... Les mesures économiques prises par l'administration vous soulageront-elles ?

Ce sont de bonnes décisions, à condition que la crise ne s'inscrive pas dans le temps. Si elle se prolonge sur plus de trois mois, les reports ne suffiront malheureusement pas. La trésorerie interne ne pourra plus nous soulager car nous devons faire face aux charges fixes comme les salaires, le loyer, etc. L'initiative prise par l'État a été excellente. Nous n'allons pas nous attendre à ce qu'il injecte des liquidités, car nous connaissons sa situation financière. Nous ne pouvons pas nous attendre à des financements massifs comme aux États-Unis ou en France. Cependant, au fil des semaines, les mesures devront être mises à jour.

Cette situation met en lumière l'extrême fragilité de notre tissu économique...

Notre tissu économique est très fragile ! Il est temps de voir un horizon plus large. Imaginez un instant que si la pandémie avait touché plus durement l'Inde ou le Pakistan, les plus grands producteurs de riz. Si leur administration avait décidé de stopper toutes les activités économiques et la circulation des navires, que serait-il advenu de notre approvisionnement en riz ? Nous ne produisons pas suffisamment localement, qu'aurions-nous fait si la crise durait ? La réalité nous revient de manière implacable : nous sommes sujets aux dépendances de l'extérieur. Une crise comme celle-ci nous le rappelle. Malheureusement, nous avons toujours choisi la solution de facilité et nous en payons le prix maintenant. De manière globale, nous vivons dans la mondialisation, sur tous les plans. Aujourd'hui, c'est "chacun pour soi". Et nous nous rendons compte que nos amis ne sont pas forcément de "bons amis". Tous les pays agissent de manière égoïste en pensant à leur population. Ce réflexe est normal.

Quelles leçons les PME et le monde économique dans son ensemble doivent-ils tirer de cette situation ?

Je ne juge pas l'action de l'exécutif. C'est l'occasion où jamais d'admettre que durant de longues années, la production locale n'a pas été tellement priorisée. Sur le volet sanitaire, nous avons remarqué que nos productions de masques ou de médicaments étaient insuffisantes. Or ce sont des secteurs prioritaires. Dans un autre registre, qui concerne particulièrement mon entreprise, les producteurs laitiers font face à de grandes difficultés. Le lait frais est un produit que l'on ne peut pas stocker. Il faut l'utiliser presque immédiatement. Or voyez ce qui se passe dans les rayons des grandes surfaces ou de nos épiceries : les rayons sont remplis de produits laitiers ou dérivés qui sont, pour la plupart importés. Ni les grandes surfaces, ni les distributeurs n'ont pu importer de fromages. Ils se sont retrouvés avec des stocks limités. Pour la production de fromages, nous nous approvisionnons localement en lait. Mais nous devons aussi importer d'autres intrants comme la présure. Ce qui nous met en position délicate. Le cas de notre secteur d'activité est transposable à d'autres filières. Indirectement, nous dépendons de la production étrangère.

temement, nous dépendons de la production étrangère.

C'est pour cela que notre tissu économique est fragile : il suffit d'un rien pour tout faire basculer. L'administration s'appuie aussi sur les banques locales pour redémarrer l'économie. C'est une sage décision. Pour reprendre nos activités, nous aurons besoin de leur accompagnement. Cependant, il faudra également traiter les problèmes de fond. L'accès aux services financiers pour les entreprises est très cher. Si le taux d'intérêt était raisonnable, la situation de notre économie ne serait pas comme cela. Après la crise, il ne faudra plus revenir aux mauvaises pratiques, il faudra traiter les questions en profondeur. Qui aurait pu imaginer il y a quelques mois que même un simple éleveur de vache du Vakinankaratra se retrouverait sans revenu ? Personne n'aurait cru que l'impact de la crise serait d'une ampleur nationale. Ce n'est plus un seul problème d'Antananarivo ou de Toamasina. Les petites PME qui n'ont qu'une trésorerie de 200 000 ariary se retrouvent sans clients, ni contrat. Pour redémarrer, elles auraient besoin de trésorerie et de leviers financiers adaptés. P

COVID-19: NOURRIR L'AFRIQUE MALGRÉ LA MALADIE

« Comme la plupart des autres pays, les pays d'Afrique ont réagi à la crise du Covid-19 en fermant les écoles et les activités commerciales et en limitant la liberté de mouvement des personnes. Et si dans les pays riches de telles mesures supposent des choix difficiles, dans le contexte africain, ces choix sont déchirants. Avec des taux élevés d'insécurité alimentaire, une forte main-d'œuvre informelle, des systèmes de santé fragiles, de faibles dispositifs de protection sociale et une marge de manœuvre budgétaire limitée, les pays africains – dont beaucoup sont déjà confrontés à d'autres crises comme les criquets pèlerins et les sécheresses – risquent d'hypothéquer leur avenir dans l'espoir de protéger leurs populations.

Afin d'éviter des dommages irréparables, les confinements pour cause de coronavirus en Afrique doivent s'assortir de mesures d'atténuation rapides et résolues. Les gouvernements devraient notamment – avec l'appui de donateurs, d'organismes multilatéraux, d'ONG et d'acteurs du secteur privé – faire appel aux programmes de protection sociale là où ils existent, et en créer de nouveaux partout ailleurs. Si le besoin est particulièrement ressenti dans les régions rurales, les villes sont confrontées à un risque majeur en termes de stabilité sociale : une attention urgente est donc nécessaire dans les deux cas. Le moment est venu de distribuer nourriture et argent comptant directement aux ménages (...)

De plus, aucun effort ne devrait être négligé qui irait dans le sens d'un accroissement de la quantité et d'une amélioration de la qualité des produits agricoles. Produire plus et mieux signifie renforcer les capacités. Toute l'assistance technique nécessaire pour ce faire doit être mise à disposition. Aujourd'hui, nous avons besoin d'approches qui soient tournées vers l'avenir, avec des chaînes d'approvisionnement plus courtes et des outils de commercialisa-

tion innovants qui permettent de mettre en contact le producteur avec le consommateur via le cybercommerce.

En prenant toutes les précautions nécessaires, les semences et le matériel de plantation doivent continuer à arriver aux petits exploitants, les aliments pour animaux et les soins vétérinaires doivent être fournis aux communautés qui dépendent de l'élevage et les intrants de l'aquaculture, aux pisciculteurs. Les chaînes d'approvisionnement agricoles doivent être maintenues par tous les moyens, tout en observant les mesures de sécurité sanitaire. Les calendriers agricoles doivent être respectés, faute de quoi des récoltes vitales pourraient être perdues et certaines plantations rendues impossibles, ce qui nuirait encore davantage à la disponibilité alimentaire. De même, il faut que les éleveurs – acteurs essentiels de la sécurité alimentaire dans certaines zones de l'Afrique – puissent continuer à avoir accès aux pâturages. Les réserves alimentaires stratégiques d'urgence, liées aux plans de protection sociale, doivent être surveillées et restockées.

Une annulation des récoltes cette année aurait des conséquences catastrophiques. En revanche, c'est le moment où ne jamais de mettre fin aux pertes après récolte en encourageant les investissements dans les équipements de stockage et la réfrigération. En même temps, la chute du prix de l'énergie pourrait marquer un passage historique vers la mécanisation. (...) »

Qu Dongyu (directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, FAO), Josefa Sacko (commissaire de l'Union Africaine chargée de l'économie rurale et de l'agriculture) et Thokozile Didiza (ministre de l'Agriculture, de la Réforme agraire et du Développement rural d'Afrique du Sud et présidente du Comité technique spécialisé dans l'Agriculture de l'Union Africaine)



Politique monétaire La ruée vers l'or

L'or a toujours été considéré comme une valeur refuge pour se couvrir contre les aléas de la vie, l'inflation, la baisse du dollar ou les grands stress de marché. Pour un pays comme Madagascar, souvent victime des fluctuations des marchés internationaux, il représente une bouée de sauvetage.



Van-Lee Behaja et Raoto Andriamanambe

C'est l'un des vieux fantasmes des nationalistes les plus zélés : valoriser l'or pour que la Grande île puisse s'enrichir rapidement et durablement. Certains voudraient que la Banky foiben'i Madagasikara (Banque centrale de Madagascar) stockent suffisamment de ce métal précieux pour pouvoir avoir une monnaie nationale forte. En réalité, l'équation est plus complexe qu'il n'y paraît.

GISEMENTS

De nombreux pays qui possèdent une forte potentialité aurifère, à l'image de Madagascar, sont pourtant classés parmi les plus pauvres du monde. *A contrario*, certains qui n'ont aucun gisement de métal jaune, figurent parmi les pays émergents et disposent d'une grande réserve d'or, à l'exemple de l'île Maurice qui se trouve à la 70^e place des plus grands détenteurs de stock d'or, avec 12,43 tonnes. La Grande île possède d'importants gisements d'or et son potentiel est estimé à une centaine de tonnes d'or exploitables par an. « *Ce qui représente une valeur de quatre milliards de dollars* », selon les déclarations du président de la République, Andry Rajoelina, en mai 2019, à Paris.

Cette information émane des données des archives du Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM) de France. Les documents avaient été remis officiellement à Madagascar durant la visite du chef de l'État malgache. Pourtant, jusqu'à maintenant, un peu plus de 2% seulement de ce potentiel est enregistré à l'exportation chaque année. Or, au début du 20^e siècle, durant la période coloniale, Madagascar comptabilisait déjà une exportation de trois tonnes d'or par an. Un siècle plus tard, les chiffres sont en deçà des réalités, alors que le nombre des orpailleurs est estimé à près de 500 000. La filière fait vivre des milliers de foyers, mais elle est en proie à une mauvaise gouvernance et au règne du secteur informel. Une grande majorité de l'or extrait

disparaît dans les abysses des transactions illicites.

MULTIPLES ENJEUX

L'assainissement du secteur figure parmi les priorités du gouvernement. Le numéro Un de l'État compte d'ailleurs sur les mines pour financer le budget titanesque nécessaire au déploiement du Plan émergence Madagascar (PEM). La filière or est particulièrement dans le viseur. Cet intérêt pour le métal jaune repose sur la valeur refuge qu'il représente. Beaucoup de banques centrales dans le monde ont compris la tendance. « *L'or est une réelle source de diversification. Dans le cas de Madagascar, les balances en devises sont largement excédentaires. Au moindre choc exogène, une dépréciation des devises de réserve plane. Ainsi, avoir*

L'intérêt pour le métal jaune repose sur la valeur refuge qu'il représente

de l'or peut compenser ces fluctuations », commente un spécialiste. Le métal jaune peut apporter une véritable « *sécurité économique* ». « *La possession d'une réserve d'or permettra de garantir la stabilité de la monnaie nationale dans le cadre d'un régime de change flottant. Ce qui est important pour un pays qui enregistre un déficit commercial comme Madagascar* », souligne à son tour l'économiste Sergio Razafitsoa.

Un autre, Elie Ramanankavana, détricote les préalables nécessaires pour y arriver. « *La mise en place d'une réserve d'or nationale nécessite une réforme du régime de change en passant du flottant au semi-flottant. Je pense que le moment est opportun* », soutient-il. Mais le débat est tenace. Le maintien du

Marché interbancaire de devise (MID) est encore à l'ordre du jour. Beaucoup de spécialistes craignent une crise économique de la même ampleur qu'en Argentine si la Grande île s'engouffre dans la voie du taux de change semi-flottant (voir encadré p.33). Sur papier, l'adoption d'un régime de change semi-flottant, qui s'accompagne de la hausse de la productivité, aboutira à une stabilité de l'ariary et à une relance économique incomparable. Mais dans les faits, elle peut occasionner un choc grave si tout un ensemble de paramètres n'est pas rempli. « *Cette réforme permettra en outre à notre Banque centrale de décider quelle sera la valeur de la monnaie malgache. Mais elle nous obligera à sortir du MID, ce qui est sensible* », concède Elie Ramanankavana.

CONFIANCE

La Banque centrale russe est l'une des plus boulimiques en ce qui concerne l'achat d'or. La Russie a augmenté de 159 tonnes ses réserves d'or monétaire en 2019 portant leur montant total à 2 270,56 tonnes. Il s'agit ainsi du volume le plus important depuis cinq ans, le montant des réserves ayant franchi la barre des 486 milliards de dollars le 1^{er} avril 2014. L'or représente un peu plus de 70 % des réserves de change de la Banque de France et la moyenne mondiale est de 20%. Madagascar veut également suivre le mouvement. Une centrale de l'or a été instaurée en début d'année; la Banky foiben'i Madagasikara et le ministère des Mines et des Ressources stratégiques (MMRS), par la suite, ont signé un protocole d'accord qui résulte de la décision prise en conseil des ministres sur la mise en place d'une réserve d'or nationale pour Madagascar. Sollicitée, la Banque centrale nous a indiqué quelques pistes qui abondent dans le sens de l'analyse de notre spécialiste. « *Les exportations d'or contribuent à l'amélioration du solde de la balance des paiements à l'instar des autres produits tels la vanille, le girofle* », explique Henri Edmond Rabarijohn, Gouverneur de la Banky foiben'i Madagasikara. La stabili-

té de la monnaie permet de maintenir une certaine confiance des investisseurs dans la solvabilité du pays, et entraînera une hausse des Investissements directs étrangers (IDE). La possession d'un stock d'or placera certainement la Grande île dans une position avantageuse au niveau du marché international. « *L'émergence de l'économie est au premier plan des projets de la BFM* », précise le Gouverneur.

MONOPOLE

En 2019, l'or a gagné près de 20 % de valeur par rapport à 2018. 90% de l'exportation malgache sont officiellement destinés à Dubaï, qui représente 35% du marché mondial de l'or. Certaines voix réclament la fin de cette exportation de l'or pour pouvoir constituer une vraie réserve. Des interdictions ont déjà été appliquées, entre 1999 et 2004, 2008 et 2009. En juin 2012, il avait été décidé en conseil des ministres, que l'exportation de l'or sera exclusivement réservée à la Banque centrale de Madagascar. Mais les impacts de cette décision n'ont pas été nets. Avec une potentialité estimée à 100 tonnes

La participation de la BFM à l'achat de l'or ne signifie en aucun cas un monopole du marché aurifère par l'État

par an, un mois d'exploitation suffirait théoriquement à Madagascar pour s'aligner dans le rang plus grands détenteurs de stock d'or mondial. Deux années de rétention de stock lui permettront de dépasser l'Algérie qui possède la plus grande réserve en Afrique avec ses 173 tonnes.

Cependant, le choix de l'Exécutif ne va pas dans ce sens. « *La participation de la BFM à l'achat de l'or ne signifie en aucun cas un monopole du marché aurifère par l'État*, rassure Henri Edmond Rabarijohn. *Les exploitants seront toujours acteurs de ce secteur, mais à*

condition que l'exploitation se fasse dans le respect strict des réglementations en vigueur ». Fidiniavo Ravokatra, le ministre des Mines et des Ressources stratégiques, avait appelé les exploitants du métal jaune à se formaliser. Il avait indiqué que des mesures strictes seront prises pour ceux qui comptent encore œuvrer dans l'informel et l'illicite. De son côté, la centrale de l'or se chargera d'assurer la traçabilité de l'or et sa vente auprès de la BFM. Et pour couronner le tout, une approche industrielle sur l'affinage de l'or sera développée pour que le métal jaune soit considéré comme de l'or monétaire. Les lingots d'or (selon les règles de *good delivery*) des banques centrales doivent avoir une pureté en or supérieure à 99,5 % et doivent peser 12,4 kg. Pour que le métal jaune vaille son pesant d'or dans l'économie, des actions énergiques doivent être entreprises par l'administration. **P**

LES DIFFÉRENTS TYPES DE REGIMES DE CHANGE



Les changes flexibles ou les changes fixes sont deux régimes où la parité d'une devise est déterminée par l'équilibre entre la demande et l'offre de cette devise vis-à-vis des autres. La seule différence vient du comportement des banques centrales : en changes flexibles, elles n'interviennent pas sur le marché des changes ; en changes fixes, elles offrent ou demandent la quantité de devises nécessaire à ce que le taux de change d'équilibre soit celui qu'elles souhaitent. Dans un régime de change fixe, le cours d'une devise est fixé par rapport à un étalon – souvent une monnaie ou un panier de monnaies – par la banque centrale qui émet cette devise. Le cours ainsi fixé est appelé le cours pivot (ou parité fixe) et constitue le taux de change de référence autour duquel une certaine marge de fluctuation peut être autorisée (de plus ou moins quelques pourcents). Les autorités monétaires sont tenues de défendre le cours pivot pour le maintenir à l'intérieur de la marge de fluctuation autorisée. Des modifications

du cours pivot (dévaluation ou réévaluation) peuvent néanmoins être autorisées sous certaines conditions.

Il existe plusieurs formes de régimes de change fixe. Un taux de change pivot peut être fixé avec une marge de fluctuation autorisée plus ou moins large. Dans un régime de monnaie unique (cas de l'euro), une banque centrale établit des taux de change fixes et irrévocables, les monnaies locales étant remplacées par une monnaie commune. Dans un système de caisse d'émission, en anglais *currency board* (cas du peso argentin de 1991 à 2001), l'émission de monnaie dépend strictement des quantités de monnaie de référence mises en réserve par la banque centrale du pays concerné. Parfois les deux monnaies, locale et de référence, circulent librement à l'intérieur du pays.

Dans un régime de change flexible (ou flottant), à l'inverse, aucun engagement n'est pris au sujet du taux de change, qui évolue librement, en fonction de l'offre et de la demande sur le marché des changes. Il existe, de même, plusieurs formes de régimes de change flottant, depuis le régime « pur » dans lequel seul le marché définit l'équilibre, jusqu'au régime de flottement administré dans lequel les banques centrales interviennent de façon coordonnée pour informer le marché des taux de change souhaités. Ce qui est notamment le cas de la Chine. Avec le poids grandissant de la Chine dans le commerce international, la maîtrise du taux de change de la devise chinoise, le yuan, par la Banque populaire de Chine est devenue un thème de débat récurrent lors des sommets économiques mondiaux.

En effet, la Chine est souvent accusée de ne pas jouer le jeu des changes flottants, comme la plupart des pays développés, en maintenant sa devise sous-évaluée afin de favoriser ses exportations. Cette politique monétaire plus dirigiste qu'ailleurs est considérée comme une forme de concurrence déloyale par ses partenaires commerciaux, en premier lieu les États-Unis.

Sources : www.universalis.fr et www.lafinancepourtous.com

Une économie en récession

1,5%

Croissance
prévisionnelle

7,2%

Taux d'inflation

-29%

à 5 000 milliards d'ariary
Recettes douanières

724

milliards d'ariary
Croissance
prévisionnelle

Le tourisme en souffrance



44 000 emplois

directs *menacés* dans le tourisme



1 900 milliards d'ariary

de perte de chiffre d'affaires
pour les entreprises du tourisme



800 milliards d'ariary

de perte pour les entreprises
sous-traitant du secteur tourisme

Une économie sous perfusion

165,9

millions
de dollars

Appui du FMI
dans le cadre du FEC

18

millions
de dollars

Appui du FMI
dans le cadre du *Catastrophe
Containment Relief Trust*

20

millions
de dollars

Appui de la
Banque mondiale

100

millions
de dollars

Appui budgétaire
de la Banque Mondiale

50

millions
de dollars

Appui de la Banque mondiale à travers
l'appui des politiques de développement
pour la gestion des risques et des catastrophes

11,4

millions
de dollars

Appui budgétaire de
l'Union Européenne

64

millions
de dollars

Appui de la Banque
Africaine de Développement

11,4

millions
de dollars

Appui budgétaire de
l'Agence française de développement



Entrepreneuriat

Un domaine sur lequel Madagascar devrait sérieusement se pencher

Il est présenté comme «la» solution miracle à tous les maux. L'entrepreneuriat est une solution réaliste pour développer l'économie. Néanmoins, de nombreuses chausse-trappes demeurent persistantes. Plongée au cœur du système.



Karina Zarazafy



Raoto Andriatsihoarana

Les jeunes ont tellement de bonnes idées mais il n'y a aucun soutien. Personne ne veut se mouiller pour risquer d'investir avec eux. Je trouve que c'est vraiment dommage parce qu'à Madagascar, on ne pourra avancer qu'avec les petites entreprises qui créent des emplois. J'ai l'impression que personne ne s'en soucie», raconte d'emblée, Tantely Rakotobe. La jeune entrepreneure est un peu amère, elle œuvre dans le secteur agricole.

COMBAT

En effet, cette jeune femme et mère de famille, entrepreneure a déjà vécu une traversée du désert dans le monde impitoyable de l'entrepreneuriat où il y a une forte discrimination envers les femmes qui souhaitent entreprendre, si l'on se réfère à l'étude menée par le Global entrepreneurship monitor (GEM), en collaboration avec l'Institut national de la statistique (Instat) et l'Institut national des sciences comptables et de l'administration d'entreprises (Inscae), en 2018. «L'entrepreneuriat est un combat quotidien», nous livre-t-elle. Avant de nous expliquer qu'ayant choisi, à un moment de sa vie d'entrepreneure, de changer de cap, elle a tout perdu. «J'ai tout perdu dans le secteur agricole, dit-elle. Je pensais que j'allais beaucoup y gagner mais je me suis trompée. J'ai tout perdu et il fallait que je rebondisse». Elle a toutefois pu obtenir un prêt auprès d'une agence de microfinance pour pouvoir redémarrer ses activités.

Peu d'entrepreneurs ont cependant la chance de Tantely Rakotobe. En effet, il n'est pas nouveau qu'obtenir un financement auprès des banques ou autres institutions de crédit est très difficile. S'il est question d'entreprises naissantes, de startups ou d'entreprises catégorisées comme étant des Petites et moyennes entreprises (PME). «À Madagascar, on a une économie qui est un peu polarisée entre d'une part, beaucoup d'entrepreneurs très informels, et de l'autre, de grosses structures "corporate" très fortes.

Au milieu, on a ce qu'on appelle les PME qui sont prises en tenaille entre les deux et qui ont difficilement accès à des financements», note Eric Ravohitrarivo, chargé d'investissement au sein de Miarakap, un fonds d'investissement à impact dédié aux PME et aux startups à Madagascar (voir son interview p.39).

UN ÉCOSYSTÈME PEU INCITATIF

Pour avancer vers une réelle promotion de l'entrepreneuriat, il est donc primordial d'asseoir un écosystème favorable. Le schéma classique étant, selon Eric Ravohitrarivo, «la détection des talents à travers des concours, des "pitches", etc. (un exercice de communication court et impactant. C'est une présentation efficace et percutante d'un projet pour convaincre en peu de temps, NDLR), le développement d'incubateurs; puis, en termes de financement, l'amorçage, le capital développement, le capital transmission et le capital retournement». La réussite des PME et des startups dépend de cette chaîne de valeurs qui nécessite l'intervention de différents acteurs qui prennent différents niveaux de risques à différentes étapes de la vie d'une entreprise. Ces acteurs peuvent ainsi être les diverses structures d'accompagnement dont les entrepreneurs ont besoin.

«Nous sommes dans un environnement concurrentiel et les concurrents des structures malgaches ont beaucoup d'organismes d'appui», rappelle Faliheri Ramakavelo, économiste et directeur général de l'école de tourisme et hôtellerie Vatel. En guise d'exemple, il cite les appuis auxquels ces entreprises qui ont des capitaux étrangers ont accès : formation, financement... Le tout accompagné d'un environnement légal souvent favorable dans leurs pays d'origine. «Les entreprises doivent absolument être accompagnées par les banques parce que leurs concurrents sont financés par les mécanismes financiers de leurs pays d'origine. Si les structures malgaches ne sont pas financées, elles ne seront pas compétitives», souligne notre interlocuteur. En

ce qui concerne l'environnement juridique, l'économiste n'a pas manqué de soulever la grande problématique du système judiciaire malgache. Pour lui, l'environnement juridique serait en faveur de l'entrepreneuriat le jour où «quand une entreprise est en conflit avec une personnalité physique ou morale, ou quand elle se fait arnaquer, les fautifs et les escrocs seront pénalisés par le tribunal».

AVANCÉES

Le rapport national sur Les enjeux et défis de l'entrepreneuriat à Madagascar en 2018, réalisé conjointement par le Groupement des entreprises à Madagascar (Gem), l'Instat et l'Inscae, a identifié comme obstacles au développement de l'entrepreneuriat «l'absence de politiques publiques, l'absence d'aide au financement ainsi que le contexte social, politique et institutionnel». Toutefois, on peut remarquer que des efforts sont déployés par les acteurs à plusieurs niveaux afin d'améliorer l'écosystème entrepreneurial. Raison pour laquelle, toujours d'après les résultats de cette étude, «contrairement à ce qui se passe dans la plupart des pays du sud, Madagascar jouit plutôt d'un entrepreneuriat dit "d'opportunité" que d'un entrepreneuriat dit "de nécessité" même si l'aspect innovant n'est pas toujours évident». L'entrepreneuriat de nécessité se caractérise «par une faible valeur ajoutée des produits/services ou une faible innovation». Tandis que l'entrepreneuriat d'opportunité est surtout constaté dans les pays du Nord où «l'innovation fait davantage partie des projets de création d'entreprise».

De plus, toujours d'après cette étude du GEM, en 2018, Madagascar se positionne au 8e rang sur 48 pays, en termes d'activité entrepreneuriale, avec un score de 20,7%. Ce qui signifie également que la culture entrepreneuriale commence à s'ancrer petit à petit chez les Malgaches. L'État a lancé son propre programme baptisé Fihariana qui a eu un succès retentissant, en termes de dossiers déposés, et qui a pour principal objectif de donner à la fois un appui

technique et financier aux jeunes, ou moins jeunes d'ailleurs, désireux d'entreprendre. Les fonds alloués varient entre 200 000 ariary et 200 millions d'ariary.

«L'ouverture des marchés, l'élaboration à venir de politiques publiques ainsi que l'accès aux infrastructures physiques et de services» encourageant cette activité entrepreneuriale, selon ce rapport national. Sachant que pour fonctionner, l'entrepreneur a besoin d'un écosystème bien structuré : administration publique, services publics, que ce soit au niveau fiscal, statistique, sécuritaire, ou en termes d'aménagement du territoire. Ce rôle important est dévolu à l'État. C'est dans cette structuration idéale qu'il y a un grand besoin d'appuis financiers. «Nous aurions besoin de l'appui des bailleurs de fonds ou tout simplement de l'argent de l'État pour mettre en place les infrastructures nécessaires pour le bon fonctionnement des entreprises», souligne Falihera Ramakavelo.

RÔLE ÉCONOMIQUE

Ces préalables doivent être satisfaits pour que l'environnement soit favorable. Le marché est encore très large à Madagascar en ce qui concerne l'entrepreneuriat. Les besoins les plus basiques, en biens et services sont loin d'être satisfaits et sur lesquels il y a encore très peu d'acteurs qui se positionnent. Cependant, la tendance des consommateurs est encore de privilégier les produits importés. Si bien que les productions locales, faute de demandes au niveau local, sont paradoxalement tournées vers l'exportation. L'entrepreneuriat joue donc un rôle économique important. «La Grande île manque d'entreprises. Nous importons presque tout. Pourtant, si on veut que Madagascar crée de la richesse, il faut qu'on produise. L'entrepreneuriat crée la richesse dans un pays», tonne le directeur général de l'École internationale d'hôtellerie et management Vatel, en soulignant le fait que créer une entreprise équivalait à créer de l'emploi.

Créer des entreprises serait une opportunité de lutter contre le chômage et le sous-em-

ploi des jeunes, notamment. «Madagascar recense 119 districts, près de 1 600 communes et 17 000 fokontany. Dans chaque fokontany, il y a un besoin de coiffeurs, de médecins... de services minimums qui font vivre le village, argue-t-il. Dans chaque district, normalement il devrait y avoir une industrie qui fabrique des vêtements, des médicaments, des tables, etc. Ce qui compte donc c'est le nombre de personnes qu'il faudrait convertir en entrepreneur». Eric Ravohitrarivo renforce ce constat. Pour lui aussi, la Grande île a «de vrais besoins basiques qui attendent d'être satisfaits».

Le financement n'est pas le fondement du problème dans l'entrepreneuriat

LA FOI

Des efforts ont indéniablement été fournis pour permettre à Madagascar de se distinguer des autres pays du sud en termes d'entrepreneuriat. Néanmoins, de nombreux défis restent à relever et un énorme chantier se dresse devant les acteurs du monde entrepreneurial. Ce, non seulement afin de pouvoir développer le secteur mais surtout pour faire en sorte que l'entrepreneuriat assure son rôle de levier du développement et de facteur de croissance économique pour Madagascar. La situation est, en effet, telle que, comme la décrit Tantely Rakotobe, «ceux qui sortent des grandes écoles et des universités travaillent pour des salaires de misère, n'ont pas le choix sur leur carrière, tombent dans le sous-emploi. Ils voudraient bien entreprendre, mais ils n'osent pas parce qu'ils n'ont pas le fonds nécessaire alors qu'ils ont la volonté».

Elle avance sa solution : «il faudrait que les agences de crédit soient plus souples et moins gourmandes dans leur taux d'intérêt. Il est important d'accompagner les entreprises et les startups à travers les "mentorings" et les coachings». Cette approche est communément admise dans le milieu entrepreneurial. Certes, l'entrepreneuriat a besoin de fonds, cependant, actuellement, certains ont tendance à se pencher davantage sur la recherche de financements que sur l'amélioration de tout le système en amont.

«Le financement n'est pas le fondement du problème dans l'entrepreneuriat. C'est vraiment la capacité à créer de la richesse. Si vous donnez de l'argent à une personne qui est incapable de créer de la richesse, c'est un trou sans fond. C'est de l'argent perdu», précise Falihera Ramakavelo. En plus de l'amélioration en termes de contextes socio-politique, institutionnel et économique, il faut nécessairement passer par l'éducation. Cultiver l'esprit entrepreneurial chez les jeunes, les accompagner, les former aussi bien sur les domaines basiques qu'un entrepreneur devrait maîtriser, que sur des domaines spécifiques suivant leurs secteurs d'activité, et surtout leur apprendre à avoir confiance en eux. La foi, l'esprit marketing et la confiance en soi jouent un rôle important dans le monde entrepreneurial. «Il est primordial de "créer des entrepreneurs" qui auront la capacité de créer de la richesse», conclut notre interlocuteur. **P**

AU FAIT, C'EST QUOI UNE STARTUP ?

Le concept de startup est très en vogue actuellement. Comme le souligne Eric Ravohitrarivo, «il y a une effervescence autour de la chose alors que ça a une définition très précise». En effet, il est nécessaire de bien distinguer la startup d'une simple petite ou moyenne entreprise naissante. «Ce n'est pas parce qu'une entreprise débute ses activités que c'est une startup», commente-t-il. La startup est principalement caractérisée par «l'innovation», mais surtout «par un énorme potentiel de croissance qui nécessite beaucoup d'argent».

Ce que vient renforcer Falihera Ramakavelo. En effet, d'après ses explications, «une startup est une entreprise comme une autre qui, généralement, est de taille moyenne et qui a le potentiel de devenir plus tard, une grande entreprise

à forte valeur ajoutée». Les startups ont la particularité d'être généralement dirigées par des jeunes qui maîtrisent la nouvelle technologie et d'avoir de forts potentiels de développement correspondant à une logique de déploiement et de financement particulière. Ces structures sont souvent aidées par des fonds d'investissement, le capital-risque, qui vont rentrer dans le capital de l'entreprise. Ces organismes financiers prennent des risques, mais en même temps, ils vont pouvoir bénéficier de toutes les retombées et des profits dégagés par l'entreprise.

K.Z.

«On a une culture du salariat»

La question de financement revient souvent comme étant une des difficultés majeures de l'entrepreneuriat. Eric Ravohitrarivo, chargé d'investissement chez Miarakap, un fonds d'investissement à impact qui a déjà effectué cinq prises de participation, nous détaille ces enjeux sans ambages.



ERIC RAVOHITRARIO
chargé d'investissement chez Miarakap



Karina Zarazafy



Julio Takagi

Pouvez-vous nous dire en quoi consiste le fonds Miarakap et quand a-t-il été créé ?

Il a été créé en février 2018. Miarakap est avant tout un fonds d'investissement qui finance les petites et moyennes entreprises (PME). Nous définissons ces dernières comme des entreprises employant entre 20 et 200 personnes et qui réalisent entre 200 millions à des milliards d'ariary de chiffre d'affaires. Ces PME sont prises en tenaille entre en bas, une multitude d'acteurs informels, et en haut, de grosses structures *corporates* très puissantes. Et surtout, elles ont difficilement accès à des financements. Les petits artisans peuvent s'appuyer sur les institutions de microfinance, les grosses structures ont les banques. C'est pourquoi Miarakap a choisi de financer ces PME.

Nous sommes assez loin de la logique des entreprises qui sont en phase d'être créées. Nous appuyons les PME qui ont entre deux et trois années d'existence et qui réalisent entre 300 millions et deux milliards d'ariary de chiffre d'affaires. Miarakap investit entre 100 millions et deux milliards d'ariary, avec les contraintes que cela impose. Nous devons demeurer un actionnaire minoritaire. Notre métier est d'investir sur le promoteur. À un moment, si Miarakap devient majoritaire, la personne ne va plus travailler pour elle-même et cela n'aurait plus aucun sens. Ainsi, si on investit un milliard dans une entreprise et qu'on veut être minoritaire, il faut qu'elle ait déjà à peu près deux

milliards au moment où nous effectuons la prise de participation.

Combien de propositions de collaboration avez-vous reçu depuis ?

Notre métier et notre fonctionnement ressemblent à un système d'entonnoir. Depuis le lancement de Miarakap, nous avons dû recevoir près de 500 manifestations d'intérêt. Ce sont des personnes qui nous croisent, qui nous écrivent personnellement, qui prennent contact avec nous via notre site web. Sur ces 500 dossiers, il y a beaucoup de projets. Nous ne les acceptons pas tous. Nous en avons analysé sérieusement une centaine en rencontrant les promoteurs, en échangeant avec eux, en faisant parfois venir des consultants étrangers. Nous avons un process qui est un peu long.

Il faut noter que nous finançons plutôt des entreprises qui ont du potentiel et qui ont besoin d'argent. Peut-être que le promoteur a une ambition et a besoin de beaucoup d'argent pour ce faire. Parfois, ce sont des personnes qui sont un peu moins dans l'urgence. C'est à la fois bon pour elles que pour nous. Parce que cela nous laisse le temps d'étudier sérieusement le dossier. Miarakap compte dans ses rangs des investisseurs, quelques structures *corporates* et quelques familles malgaches. Les représentants de nos actionnaires qui sont réunis au sein de ce qu'on appelle "comité d'investissement" sont les décisionnaires. Nous avons la liberté d'aller chercher les entreprises, de chercher à les comprendre et de les présenter au comité d'investissement qui va décider. Sur les 500 manifestations d'intérêt reçues, nous n'avons investi que dans cinq entreprises !

En tant que fonds d'investissement, quels sont, selon vous, les freins au développement de l'entrepreneuriat à Madagascar ?

Effectivement les causes sont multiples. D'emblée, les observateurs pensent à la fiscalité. Ce qui est faux. En fait, si on le compare à d'autres pays, Madagascar est carrément un paradis fiscal. Le point le

plus important reste la concurrence du secteur informel. Parfois, il y a aussi une certaine naïveté, dans le sens où les modèles que l'on prend sont les Mark Zuckerberg, les Snapchat, les Tinder, etc. Innover, c'est bien. Mais il ne faut pas innover à outrance non plus. Donc, il faut arrêter d'être naïf en développant des applications qui détectent des voitures ou d'autres "gadgets" alors qu'il n'y a pas de marché. À Madagascar, il y a de vrais besoins basiques qui devraient être satisfaits : la collecte de riz, l'agriculture, les écoles, les centres de formation professionnelle...

Auriez-vous des propositions pour développer l'entrepreneuriat à Madagascar ?

Il faut continuer ce qui se fait déjà : la détection de talents. Je vois de moins en moins de concours et c'est un peu dommage. En fait, je pense qu'il faut même aller très en amont. Dans toute l'éducation, on a une culture du salariat et dans cette culture du salariat, il y a très peu de formation des jeunes sur l'insertion professionnelle. Il faudrait leur faire connaître les types de métiers. Les salons de l'étudiant existent parce que les universités ont besoin de se vendre. Beaucoup de jeunes choisissent une filière ou une option faute de mieux.

Je trouve que, dès l'école primaire, il faut aider les jeunes à connaître les différents métiers qui existent. Nous devons avoir davantage d'incubateurs également. En termes de financement, il faudrait qu'il y ait un peu plus de fonds d'amorçage et des *business angels* (une personne physique qui décide d'investir une partie de son patrimoine financier dans des sociétés innovantes à fort potentiel, NDLR) qui prennent des risques avant nous. En gros, les métriques pour les incubateurs sont qu'ils puissent emmener les structures vers les fonds d'investissement. La structuration de l'écosystème est un travail à faire. Mais c'est en cours et c'est bien. Il faut bien qu'il y ait quelqu'un qui commence. **P**



Gestion des risques et catastrophes

Le système mis à rude épreuve

Le pays fait face à davantage de situations de catastrophes, aussi bien d'origine naturelle qu'anthropique. La crise du Covid-19 met à épreuve l'efficacité et l'efficacité du système de gestion des risques et catastrophes à Madagascar.



Karina Zarazafy et José Belalahy



Sandrine Vavitsara

« Madagascar a un système qui se penche nettement sur les volets de la préparation et des réponses d'urgence », explique Myriam Vololonarivo, YLTPienne et coordonnateur de programme auprès du Malagasy youth for sustainable development (MYSD), une organisation non gouvernementale œuvrant dans le domaine de l'éducation à la prévention des risques et catastrophes.

GROSSES PERTES

Une question que l'on est en droit de poser : pourquoi le pays privilégie-t-il les actions de préparation¹ et de riposte à celles de la prévention alors qu'il a été démontré qu'un dollar investi dans la prévention permet d'économiser 1 000 dollars pendant les actions de réponse ? Comme beaucoup de pays à travers le monde, la Grande île se trouve dans une période de crise sanitaire face à la pandémie du Covid-19. Une situation qui met à l'épreuve son système de gestion des risques et de catastrophes.

Les actions menées par l'État pour faire face à la situation mettent en relief la manière dont le pays gère les risques et les catastrophes. Ces dernières sont de plus en plus nombreuses, récurrentes et violentes ces dernières années. On a en effet pu observer des lacunes aussi bien en termes de prévention qu'en termes de riposte durant cette crise du Covid-19. Ce, malgré le fait que le pays dispose d'un plan de contingence nationale épidémiologique. « Un organisme payé pour faire des bilans et sortir le nombre des victimes », telle est la qualification attribuée par un internaute malgache au Bureau national de gestion des risques et des catastrophes (BNGRC), durant les inondations du mois de janvier dernier. Ces propos témoignent du manque de crédit qu'accorde un citoyen au système de Gestion des risques et des catastrophes (GRC) de la Grande île. Le pays dispose pourtant de tous les outils et instruments nécessaires devant lui permettre d'éviter de grosses pertes aussi bien humaines que matérielles lors de la survenance de catastrophes. Du moins, lorsque

l'on se penche sur le plan normatif de la chose.

POLITIQUE DE PREPARATION

La politique nationale de GRC se décline en une stratégie nationale de gestion des risques et des catastrophes. La stratégie se déploie en quatre plans de contingence nationale : le plan de contingence nationale sur les cyclones et inondations, celui relatif à l'insécurité alimentaire, le plan de contingence nationale épidémiologique et, enfin, le plan de contingence nationale relatif aux incendies domestiques. Ces documents normatifs rentrent dans le Cadre du plan d'action de Sendai pour la réduction des risques de catastrophes 2015-2030, ratifié par Madagascar et qui a pour but « de renforcer la résilience sociale et économique afin d'atténuer les effets négatifs du changement climatique et les risques d'origine humaine » par « la réduction et la prévention des risques et des catastrophes à l'échelle mondiale ».

La politique de préparation consiste à initier des actions deux à quatre mois avant l'aléa ou la catastrophe. « Nous savons que les cyclones frappent le pays chaque année. Pour y faire face, on sensibilise la population à quitter les zones à risque, on distribue des sifflets, des gilets ou autres à la population des zones d'impacts. Une fois que l'aléa a frappé, les projets et les associations concourent pour apporter leurs aides aux sinistrés », explique Myriam Vololonarivo. Si le scénario revient chaque année, le nombre de populations vulnérables augmente de façon significative alors que l'essence même de la GRC consiste à mettre en place un système devant permettre à la population impactée de se relever après X temps. La portée des actions initiées semble être limitée.

Les explications de Myriam Vololonarivo renvoient quelque part au côté « opérationnel » du BNGRC. Notamment, dans sa mission correspondant à « la coordination de la mise en œuvre de la stratégie nationale de gestion des risques et des catastrophes via la mise en œuvre de plans de contingence nationale ».

Rattaché au ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation (MID), le BNGRC mobilise également les financements nationaux et internationaux en matière de GRC. Ainsi, les rôles et attributions de cet organisme disposant du statut d'Établissement public à caractère administratif (EPA) se focalisent plus « sur toutes les opérations durant les phases des catastrophes ». Elack Olivier Andriakaja, secrétaire exécutif du BNGRC et coordinateur général du Centre de commandement opérationnel (CCO) Covid-19 nuance : « nous sommes le bras opérationnel de la gestion des risques et des catastrophes à Madagascar. Il conviendrait de différencier notre mission avec celle de la Cellule de prévention et de gestion des urgences (CPGU) qui consiste en l'élaboration des stratégies et politiques en la matière ». Concrètement, le BNGRC assure des opérations de prévention et de préparation avant les catastrophes, (en) des réponses d'urgences et des opérations post-catastrophe qui sont plus focalisées dans la réhabilitation et la construction d'infrastructures. « Cette dernière devant être menée avec les secteurs touchés sous la coordination du BNGRC », lance, en filigrane, le général Elack Olivier Andriakaja.

Le système est rodé...en théorie mais il ne protégerait pas assez la population malgache des risques et catastrophes si l'on s'en tient aux dires des acteurs de la GRC. « Nous nous focalisons un peu trop sur les opérations de préparation menées chaque année trois, quatre, cinq ou six mois avant une catastrophe », concède un membre d'une plateforme de la société civile sous couvert d'anonymat. « Les opérations sont orientées en fonction des plans de contingence », dévoile le secrétaire exécutif du BNGRC. Cependant, notre source déplore que la politique que la partie malgache doit mettre en œuvre « doit se calquer aux lignes et aux axes de ses partenaires techniques et financiers, qui sont au nombre de sept, faute de ressources financières propres ». Une « soumission » qui se retrouve également dans d'autres secteurs où les actions de préparation et de ripostes sont privilégiées aux actions de prévention.

RELÈVEMENT

La réunion en décembre 2019 du Conseil national de gestion des risques et des catastrophes (CNGRC) donne une lueur d'espoir quant à l'avenir de la GRC à Madagascar. Notamment, en ce qui concerne l'opérationnalisation d'une politique orientée davantage vers la prévention. « *En tant que président du CNGRC, le Premier ministre Christian Ntsay a demandé aux acteurs de la gestion des risques et catastrophes à Madagascar de se focaliser sur les actions de préparation mais surtout de prévention* », avance le secrétaire exécutif du BNGRC.

Cette avancée pourrait se faire grâce à la mise en place du fonds de contingence nationale. Prévus pour cette année, la mise en place de ce fonds – qui est un engagement de l'État malgache – devrait permettre de « financer la gestion des risques et des catastrophes à Madagascar ». « *L'État va renflouer la caisse avec ses partenaires techniques et financiers*, note le général Elack Olivier Andriakaja. *La mise en place de ce fonds devrait nous éviter de puiser dans le budget de fonctionnement de notre organisme pour les actions de riposte et de réponse d'urgence* ». La mise en place du fonds de contingence nationale constituerait un pas en avant vers une certaine autonomie d'orientation des opérations du BNGRC. Ce qui a pu être prouvé lors de la crise du Covid-19.

RAMIFICATION

Myriam Vololonarivo préconise « *l'intégration de la notion de prévention dans le système éducatif, dans la politique culturelle et de communication du pays. Nous avons une population qui ne sait même pas se protéger et qui n'a pas l'habitude de prévenir les risques* ». Un autre défi de taille, qui touche plus la structure du BNGRC, correspondrait à la décentralisation du BNGRC. Outre le bureau central, cet organisme ne dispose que d'un bureau interrégional situé à Ambovombe dans la région Androy, comme ramification dans les régions. La capacité de celui-ci à répondre à temps durant les catastrophes est d'ailleurs discutable. D'autant plus que les aides sont centralisées à Antananarivo avant d'être acheminées vers les régions touchées par les catastrophes. « *La prévention nécessite des années et doit être menée avec pédagogie et en tenant compte des réalités malgaches*, poursuit notre interlocutrice tout en insistant sur le fait que *la prévention ne coûte pas plus que les actions de ripostes ou de réponses d'urgence qu'on a l'habitude de mener chaque année* ».

CHANGER DE PARADIGME

L'État insulaire de Madagascar fait qu'il doit, chaque année, faire face à des catastrophes d'origine naturelle comme les cyclones ou les inondations. Les structures actuelles essaient tant bien que mal de limiter les pertes

aussi bien humaines que matérielles avec le système existant. La crise du Covid-19 qui frappe le pays, peut s'inscrire comme une opportunité de changer de paradigme dont les bases ont été avancées aussi bien par l'État que par les acteurs de la GRC. La plus importante étant la mise en place par l'État du fonds de contingence nationale. En se penchant sur le côté mise en œuvre de tout ce qui a été annoncé, on pourrait ainsi réunir toutes les conditions nécessaires pour permettre un « relèvement » du système de gestion des risques et des catastrophes malgaches. « *Quand il pleut, c'est la pagaille dans les rues et ruelles. Les gens courent partout pour se protéger. C'est les signes tangibles d'un manque considérable d'éducation à la prévention des risques* », conclut Myriam Vololonarivo. **P**

.....

¹ Selon la Stratégie internationale de prévention des catastrophes (SIPC), la préparation désigne les activités et les mesures d'anticipation pour assurer une réaction efficace aux possibles conséquences d'une catastrophe naturelle, y compris le déclenchement effectif et en temps voulu d'alertes précoces ainsi que l'évacuation temporaire des biens et des populations hors des sites menacés.

COMMUNICATION : SOCLE DE LA GESTION D'UNE CRISE

En temps de crise, la communication fait partie des éléments clés. Les communicants politiques redoutent cette épreuve : gérer une situation au jour le jour, avec des paramètres qui changent presque toutes les minutes. Envoyée en première ligne, la ministre de la Communication et de la Culture, Lalatiana Rakotondrazafy n'a pas tellement rassuré l'opinion publique au début de la crise. « *Le coronavirus n'est pas plus dangereux que la peste ou le choléra* », avait-elle annoncé sur les ondes de la radio nationale. Une sortie médiatique qui n'a pas tellement rassuré, sur la forme. Après quelques jours de cafouillage, Ambohitsorohitra a repris les choses en main. Le chef de l'État a décidé de saturer les médias. L'état d'urgence sanitaire a imposé à toutes les stations de télévision et de radio, l'obligation de « *diffuser intégralement et en temps réel les émissions spéciales et les directs des autorités publiques, notamment du Centre de commandement opérationnel (CCO) dans le cadre de la lutte nationale contre le Covid-19, durant la période disposée par le décret n°02020-359 suscitée, notamment les émissions spéciales "miara-manonja"* (...) ». Une occupation médiatique qui n'est pas du goût de tout le monde, à commencer par l'opposition. Le député élu sous les couleurs du Tim à Ambohidratrimo, Mamy Rabenirina, assène : « *Nous manquons de réalisme dans la mise en place des stratégies. C'est l'apparence qui prime du côté étatique* ». La GRC repose en grande partie sur l'efficacité de la communication ou du passage des informations qui sont souvent vitales dans un contexte précis. La gestion de la communication dans les premiers jours du Covid-19 a été, dans

un premier temps cacophonique, avant d'avoir été structurée, notamment à travers l'opérationnalisation d'un centre opérationnel et la désignation d'une porte-parole, qui a suscité l'unanimité. En charge d'annoncer quotidiennement les « mauvaises nouvelles », la doyenne de la Faculté de médecine s'en sort avec brio et avec docteur, ce qui tranche avec le ton martial adopté par le président de la République qui se démarque par « *son hyperprésence* », nous confie un communicant d'une institution, le locataire d'Ambohitsorohitra ayant fait une apparition quasi-quotidienne à l'audiovisuel. Les ministres ont également été invités à investir l'espace médiatique. Malgré les efforts constatés du côté des médias audio-visuels, pour diffuser communément les informations et les messages de sensibilisation, les actions sont jugées encore insuffisantes. C'est le sentiment du député élu à Ambohidratrimo. « *Nous avons besoin de bien véhiculer les informations et communiquer le degré d'importance de la maladie. Le danger est réel car la maladie peut se propager à une vitesse folle* », prévient-il. Par expérience, le général Elack Andriakaja pointe du doigt une certaine légèreté et insouciance des citoyens par rapport aux crises. « *Les Malgaches ne réagissent pas du moment que le danger ne les affecte pas encore frontalement* », précise-t-il. De ce fait, pour ne pas augmenter les risques, « *des mesures plus radicales et sérieuses devront être prises* », a réitéré Mamy Rabenirina, au tout début du confinement.

R.A et V.-L.B

« Les catastrophes sont imprévisibles... »

En première ligne dans la gestion opérationnelle des catastrophes ainsi que de la crise sanitaire traversée par Madagascar, le secrétaire exécutif du BNGRC fait le point sur les missions de cette institution.



José Belalahy



Julio Takagi



GÉNÉRAL ELACK OLIVIER ANDRIAKAJA

*secrétaire exécutif du Bureau national de gestion des risques et des catastrophes (BNGRC) et
coordinateur du Centre de commandement opérationnel (CCO)*

La gestion des risques et des catastrophes est perçue par les Malgaches à travers le BNGRC et de par sa capacité à répondre aux urgences lors des catastrophes qu'elles soient des faits de la nature ou qu'elles résultent des actes de l'être humain. Madagascar dispose-t-il de prévisions aussi bien auprès du BNGRC qu'auprès des autres organismes en charge des catastrophes dans les cinq ou dix prochaines années ?

Pour répondre à cette question, permettez-moi d'abord d'expliquer le fonctionnement du BNGRC. Notre mission consiste à mener des opérations de prévention et de préparation à la catastrophe; à des opérations de riposte et de réponses, et enfin à des opérations de réhabilitation et de reconstruction des infrastructures avec les secteurs concernés. La mise en œuvre de ces opérations est garantie par une étroite collaboration avec d'autres organismes comme la Direction générale de la météorologie (DGM) du pays. Il conviendrait de préciser que la collaboration avec la DGM entre dans le cadre de la gestion des catastrophes d'origine naturelle. Ainsi, la DGM fournit des informations comme les prévisions météorologiques ou saisonnières, voire les projections climatiques. Ces données sont ensuite

analysées et étudiées par le Centre d'études, de réflexions, de veille et d'orientation (Cervo) qui propose une politique d'orientation à adopter en fonction des analyses des risques et des données recueillies par les initiatives de veille. Pour ce qui est des catastrophes d'origine anthropique, industrielle ou encore chimique, il est assez difficile de les prévoir à l'avance.

Le BNGRC dispose-t-il de suffisamment de moyens afin de mener à bien ses missions ?

Il est assez difficile de dire que les moyens sont suffisants ou non. Des catastrophes surviennent chaque année, ce qui entraîne des victimes. Les approches et les réponses sont toujours à améliorer. Si les catastrophes entraînent des victimes, cela peut être dû aussi bien à des manquements en termes de stratégie ou à des lacunes en moyens. Le caractère imprévisible des catastrophes ne nous permet pas de fixer en avance les moyens dont nous aurons besoin afin d'y faire face de la meilleure manière possible. Ce que je peux vous dire c'est que les moyens déployés dépendent de l'ampleur de la catastrophe. Il arrive que les moyens dont nous disposons permettent de mener à bien nos missions face à une catastrophe. Tout comme il arrive que cela soit insuffisant. Je voudrais en pro-

fiter pour faire savoir que l'État s'est engagé à mettre en place le fonds de contingence nationale afin de permettre de financer les opérations entrant dans le cadre de la gestion des risques et des catastrophes à Madagascar. Nous pouvons espérer que les choses iront mieux une fois ce fonds mis en place. Une chose est sûre : on ne va plus amputer le budget de fonctionnement du BNGRC afin de mener les actions de réponse.

Dans le cadre de l'urgence sanitaire, le plan de contingence épidémiologique a été activé depuis quelques semaines. En quoi consiste le rôle du BNGRC dans sa mise en œuvre ?

Le BNGRC coordonne les activités liées aux actions menées dans le cadre de la lutte contre le Covid-19. Compte tenu du statut de l'institution, mais surtout étant donné que la catastrophe concerne le secteur de la santé publique, il serait mal placé pour le BNGRC d'initier quoi que ce soit avant le ministère de la Santé publique. Outre la coordination des actions, le BNGRC participe aux actions de veille et de sensibilisation des responsables auprès du ministère sur d'éventuelles informations recueillies par ses démembrements éparpillés dans les régions et les districts. **P**



© Présidence de la République de Madagascar

La responsabilité sociale en santé Un changement de paradigme face à une urgence sanitaire

La halte quasi-mondiale induite par la pandémie Covid-19 est marquée par une détresse sanitaire. Elle nous invite à interroger notre système de santé national, et plus individuellement, notre approche au quotidien de notre santé et celle d'autrui.



Dr Lovatiana Andriamboavonjy¹

Les deux premiers points de la constitution de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) disposent que : « La santé est un état de complet bien-être physique, mental et social et ne consiste pas seulement en une absence de maladie ou d'infirmité. La possession du meilleur état de santé qu'il est capable d'atteindre constitue l'un des droits fondamentaux de tout être humain, quelles

que soit sa race, sa religion, ses opinions politiques, sa condition économique ou sociale. » Le concept de santé va donc au-delà du médical pur. La santé n'est pas seulement le fait de dire que « je suis malade, on me soigne. Je suis guéri ». Elle ne relève pas seulement que du soignant. La dimension de bien-être, de non-discrimination et de justice sociale implique naturellement plusieurs autres domaines et personnages, car la santé inclut

ainsi des facteurs économiques, sociaux, culturels et environnementaux. Toujours selon l'OMS : « les principaux problèmes de santé seront identifiés conjointement par les gouvernements, les organismes, les professionnels de santé et le public. » Et on pourrait ajouter à cette phrase : « à qui reviennent aussi la charge de l'élucidation de ces-dits problèmes. »

LA RESPONSABILITÉ SOCIALE EN SANTÉ

Une définition universelle ne peut être donnée à la responsabilité sociale en santé. Elle ne peut être la même à Sambava ou à Laval (Canada) ; ni pour un médecin, un chef d'entreprise ou un activiste. Par contre, le socle commun en est cette vision holistique qui admet que la santé est régie par plusieurs facteurs qui sont médicaux, juridiques, culturels, éducationnels, géographiques, économiques, politiques, religieux... De ce fait, cette responsabilité sociale en santé n'est pas duplicable d'un pays à un autre, car les réalités ne sont jamais les mêmes. Cela est un fait positif dans ce monde où le copier/coller est à la mode : cela est juste impossible. Dans les pays avancés comme le Canada par exemple, la responsabilité sociale en santé a une portée internationale, c'est-à-dire qu'elle tend vers une responsabilité envers d'autres pays et communautés. Tandis que dans un pays comme le nôtre, cette responsabilité œuvre pour l'amélioration du système de soins propre. Par ailleurs, si on se base sur ces définitions et ces descriptions beaucoup pourraient dire que la santé a toujours été inclusive et les politiques y afférentes ont été entreprises de manière holistique. Cela n'est cependant pas évident, comme le démontrent les illustrations suivantes.

LA RESPONSABILITÉ NON-MÉDICALE DU MÉDECIN

Une des responsabilités sociales du médecin est sûrement la communication. La preuve en est que durant des mois avant cette pandémie de Coronavirus, les lynchages médiatiques et sur les réseaux sociaux du corps médical ont été nombreux, quasi-journaliers. Bien que certains de ces jugements hâtifs étaient véridiques, la majorité en était fausse. Ils sont faux dans le sens que le manquement n'était pas d'ordre médical, mais d'ordre communicatif. Il est du devoir du médecin d'expliquer, par exemple, l'intervention qu'un malade devra subir, pour éviter les quiproquos comme lors d'une chirurgie des vertèbres cervicales dont la suture se trouve en avant, au niveau du cou. Par contre, il n'est sûrement pas du devoir du médecin d'expliquer les démarches administratives lors d'une hospitalisation, dont il peut lui-même ne pas être au courant. Mais dans ces deux cas, une bonne communication est garante d'une meilleure prise en charge du patient. Il n'est sûrement pas adéquat de ne pas se laver les mains en disant que cela ne relève pas de sa juridiction, alors que ce problème pourrait impacter sur la santé et la prise en charge

du patient. La question qu'il faut se poser est : que faire ? au lieu de chercher qui est le coupable. Un personnel médical ne pourra jamais se substituer à un personnel administratif, et vice versa. Cependant, des réunions périodiques où chacun pourra discuter des entraves rencontrées, de quel ordre que ce soit, ainsi que des rencontres informatives seraient sûrement une solution à ces manquements dans la prise en charge des malades, surtout hospitaliers.

La responsabilité sociale en santé n'est pas duplicable d'un pays à un autre, car les réalités ne sont jamais les mêmes

LE SYSTÈME DE SANTÉ MIS À NU

L'effeuillage du système de santé est rendu facile par le coronavirus, car la santé publique est souffrante à Madagascar. Concernant les vindictes sur les réseaux sociaux évoquées précédemment, une des grandes causes des mécontentements est la non-assistance des médecins aux personnes nécessiteuses. Cette situation relève cependant du système de santé, des politiciens, des décideurs, mais pas du médecin seul. Cette responsabilité est économique à l'échelle nationale. Car dans un système de santé comme le nôtre, où tout est payant – de la consultation à l'achat des médicaments – il est quelque peu injuste de pointer du doigt les seuls soignants. Une politique claire devrait être mise en place par rapport à la santé, et par extension, à tous les services publics. Si la politique veut se porter garante du bien-être de la population en prenant en charge toutes les dépenses y afférentes, il faut qu'elle l'énonce et qu'elle l'exécute. C'est de là que part la responsabilité sociale qu'ont l'État et les politiciens. Dans d'autres pays nettement plus riches, on a constaté que le système de santé a été mis à mal à cause de la privatisation excessive et d'une non priorisation des recrutements de professionnels de santé et de la dotation en matériel des hôpitaux. Aujourd'hui, leur erreur se fait ressentir. Cette responsabilité relève des citoyens qui choisissent les poli-

ticiens qui les gouvernent. Ils votent aussi pour le système de santé, à condition que ce système soit énoncé dans le programme du candidat.

LES LOIS ET LA SANTÉ

La responsabilité sociale en santé est aussi juridique et culturelle. Des lois interdisent à certaines personnes l'accès à la santé, et cela touche un peu plus les femmes que les hommes. Selon une étude effectuée par le système des Nations Unies en 2013, les complications dues à l'avortement constituent la deuxième cause de mortalité maternelle à Madagascar. Dans notre pays, l'accès à un avortement sécurisé, sans risque, est entravé par le code pénal qui criminalise l'avortement. En plus de la loi, la culture malgache et les convictions religieuses de beaucoup de citoyens sont également un frein à l'évolution de cette loi. Le bien-être et la santé des femmes sont donc mis à mal par un article de loi et par les convictions de leurs concitoyens ; alors que la mort et le handicap pourraient être épargnés pour beaucoup.

IMPACT

La santé est l'affaire de tous. L'individu peut accéder à la santé en suivant les consignes de prévention, en respectant une bonne hygiène et en respectant l'autre. La faculté de Médecine a le devoir de bien enseigner aux étudiants en Médecine le métier et le savoir-être au sein des centres hospitaliers. Les médecins ont le devoir de soigner et d'aider pour que chacun puisse avoir accès aux meilleurs soins possibles, en commençant par la communication et en passant par une remise en question régulière des problématiques rencontrées. L'État a la responsabilité d'avoir une position claire par rapport à la santé publique, tout en évitant toute discrimination. Il doit être garant de la justice sociale. Les organisations étatiques ou non œuvrant dans les domaines de la santé, l'éducation, la protection des minorités, etc., ont un impact important sur la santé de la population. Tout ce beau monde devrait travailler de concert avec pour but ultime : une société en pleine santé. P

.....
'Lovatiana Andriamboavonjy est médecin généraliste, férue de neurosciences. Humaniste et militante pour une société plus juste, elle est co-auteur de l'ouvrage Dictionnaire francophone de la responsabilité sociale en santé.



Impact social

Repenser le modèle social

La crise sanitaire qui a ébranlé le monde entier depuis le début de cette année n'a pas épargné Madagascar. Elle a, comme dans beaucoup d'autres pays du monde – y compris les nations les plus puissantes – mis en exergue la faille dans le système social. Décryptage.



Hilda Hasinjo



Raoto Randriatsihoarana

Première quinzaine de confinement. Il est 9 heures à Andohalo, à Antananarivo, la capitale de la Madagascar. Derrière l'apparence pittoresque de la haute ville, les rares personnes à devoir sortir de chez eux pour faire le marché se hâtent dans la rue. Narindra, 27 ans, lavandière du quartier passe son temps à compter les passants devant sa maison. Elle est triste et abattue. En temps normal, ces gens viennent lui remettre des sacs de linges à laver. En temps normal, à cette heure-ci, elle devrait déjà finir de rincer son premier lot de linges avant d'aller au marché pour acheter quelques *kapoaka* de riz et un peu de légumes. «Cela fait trois jours que plus personne n'est venu recourir à mes services. Mes enfants et moi, nous devons manger», soupire-t-elle. Narindra s'est inscrite auprès de son *fokontany* pour bénéficier du kit Tsinjo annoncé par le président de la République dans le cadre du plan d'urgence sociale, le 24 mars dernier. Une semaine plus tard, elle n'a toujours rien reçu.

PROBLÈME DE DONNÉES

Au total, selon les responsables au sein de la Commune urbaine d'Antananarivo (CUA), plus de 4 000 lavandières sont inscrites sur la liste des personnes bénéficiaires des aides de survie de l'État. Mais pour la première semaine, tout ce beau monde ne bénéficiera pas de ce kit. La raison en est que les données sont peu fiables. «Les chiffres ont été manipulés à un niveau ou à un autre. Nous ne savons pas comment ont été choisis les premiers bénéficiaires de ces aides», explique le secrétaire du *fokontany* d'Ambohidroa, dans le sixième arrondissement. Pour cette deuxième semaine, nous avons dû refaire les décomptes. Nous sommes en train de faire du porte-à-porte pour recenser de nouveau les habitants de notre quartier et identifier qui sont les personnes les plus vulnérables». Au vu des multiples couacs, le chef de l'État a suggéré une nouvelle méthode de travail pour la deuxième quinzaine de confinement. «Problème de données». La phrase est lâchée.

D'aucuns reconnaissent que le problème de la prise en charge sociale à Madagascar est justement la non fiabilité des données. L'État a annoncé une aide destinée à 240 000 personnes dans deux grandes villes, à savoir Antananarivo et Toamasina, pour la dernière semaine du mois de mars. Sur papier, les bénéficiaires devraient être des personnes qui ont vu leur source de revenus suspendue à cause de la pandémie. Durant son allocution le 24 mars, Andry Rajoelina a dévoilé que le plan d'urgence social se chiffrait à 10 milliards d'ariary qui seront financés par le Fonds d'intervention pour le développement (Fid). «Plus que jamais, des mesures de transparence doivent être mises en place pour garantir que l'argent aille là où il doit être investi pour surmonter la crise et que les co-contractants de l'administration soient redevables», alerte Transparency International – Initiative Madagascar.

Un ensemble d'interventions qui permet de prévenir les risques, de faire face aux divers chocs

UNE STRATÉGIE NATIONALE

Selon les chiffres du Pnud, repris dans l'étude sur le Financement de la protection sociale à Madagascar (2018), 91% de la population malgache vivraient en dessous du seuil international de pauvreté fixé à deux dollars par personne et par jour. Depuis 2018, la mise en place d'une stratégie nationale de protection sociale a été étudiée (voir encadré). Une stratégie dont la mise en œuvre aurait permis de mieux faire face à cette catastrophe car elle aurait permis à 75 000 ménages vulnérables par an de bénéficier de couverture sociale. L'application de

cette stratégie nationale reste pour le moment en suspens. «Le gouvernement a adopté une stratégie. Cependant, les moyens financiers pour sa réalisation n'ont pas été donnés. Les actions sociales réalisées s'éloignent de ce qui a été prévu. Par exemple, le ministère de la Population parle de villages sociaux qui ne sont inscrits nulle part dans le document cadre et dont les bénéficiaires ne sont pas clairement décrits. Les partenaires techniques et financiers financent la stratégie et font les activités de transferts monétaires et d'appui sans une véritable implication de l'État malgache, ne serait-ce que du point de vue institutionnel», déplore Hony Radert, secrétaire général du Collectif des citoyens et des organisations citoyennes (CCOC).

Depuis 2017, l'État planche sur la mise en place d'une structure permettant d'assurer le minimum vital de 80% des Malgaches officiellement pauvres. «Un ensemble d'interventions qui permet de prévenir les risques, de faire face aux divers chocs (naturels, socio-économiques, culturels, politiques...) et d'assurer une sécurité minimale du revenu et l'accès de la population aux services sociaux de base à la population, en particulier des groupes les plus vulnérables», souligne la Stratégie nationale de protection sociale et de ses exécutants. Dans ce document de 54 pages, une attention particulière est accordée aux «groupes les plus vulnérables». L'application de cette stratégie nationale de protection sociale déjà mise en place aurait pourtant permis d'amortir le choc de la crise sanitaire qui frappe de plein fouet le pays. Elle indique notamment une prise en charge monétaire des foyers les plus vulnérables. À travers la couverture de santé universelle, à laquelle ces derniers sont souscrits par l'État, ils auraient bénéficié d'un minimum de soins. Mais rien ne s'est fait à ce jour.

L'IMPÉRATIF DE LA FORMALISATION

Une grande frange de la société tananarivienne a été tiraillée entre la peur de la maladie et la peur de ne pas satisfaire les besoins essentiels de survie. Ce qui a donné lieu à des scènes allant à l'encontre des

mesures fondamentales pour faire barrière au Covid-19 : attroupement pour bénéficier des aides, promiscuité, etc. Fuyant les villes où ils n'ont plus de quoi vivre, les travailleurs migrants ont aussi tenté de rentrer dans leurs régions d'origine, pour beaucoup à pied. Ainsi, les actions pour aider les plus vulnérables sont difficiles, d'autant plus que le secteur informel est très important. Les périodes de crise nous le rappellent. *« La seule manière de bénéficier de protection sociale est de s'inscrire dans le registre formel. Nous sommes loin du compte à Madagascar »,* constate Rivo Rakotondrasanjy, président de l'Alliance pour l'industrialisation de Madagascar (AIDM). Ce constat est partagé par Yvon Kamena, YLTPien et directeur du développement économique au sein de la CUA. *« Le système social existe plus ou moins pour certains corps de métiers, mais il n'est pas vulgarisé. Pour que les acteurs de ces corps qui vivent de manière très précaire, bénéficient d'un filet social, l'idée est de les faire*

cotiser à la Caisse nationale de prévoyance sociale (Cnaps). Avec leurs cartes d'adhérent, ils peuvent également bénéficier de soins médicaux auprès de l'Organisation sanitaire tananarivienne inter-entreprises (Ostie) », commente-t-il. Néanmoins, de multiples études ont été faites en ce sens au niveau de la Cnaps. La problématique réside dans le fait que la part patronale de la cotisation devrait être prise en charge par l'État, la Cnaps seule ne pourrait pas la supporter. Justement, les avis divergent sur le mécanisme à mettre en place. *« Appliquer un système social unique est utopique. L'écart social, l'écart de revenu et l'écart des besoins sont trop importants,* commente un analyste. *La solution serait de segmenter la contribution, les services et les mesures. Cependant, cette mesure serait à contre-courant de l'équité sociale ».* La crise du Covid-19 doit permettre de repenser le système social malgache. À cause de la faible pression exercée, les recettes fiscales générées sont insuffisantes

pour assurer la mise en place de prestations sociales à la hauteur des besoins. Il est impossible de demander encore davantage d'efforts aux 2% de la population, les plus nantis, de contribuer à travers les impôts pour les 90% de la population, qui sont les plus pauvres.

Avant la crise du Covid-19, la promesse d'une société malgache assurant à chacun le droit au bonheur était déjà assez lointaine. Le fossé social risque de s'accroître, d'autant plus que *« l'État a parfois tendance à raisonner encore par un système égalitaire hérité de la deuxième République. Cependant, il n'a pas les moyens de supporter cette politique »,* nous glisse Zo, un citoyen avec un penchant gauchisant. Plus que jamais, il est temps de refonder le modèle et d'opter pour une gouvernance davantage plus humaniste et progressiste. **P**

STRATÉGIE NATIONALE DE PROTECTION SOCIALE - POUR LE SALUT DES PAUVRES

7 000 chauffeurs de taxi et 5 000 chauffeurs et receveurs de taxi-be ont pu bénéficier d'aides dans le cadre de la lutte contre Covid-19. Les travailleurs du sexe ainsi que la couche la plus défavorisée de la société ont ainsi bénéficié des aides, à travers l'opération Tsinjo. Sur le plan sanitaire, l'État a pris à bras le corps le problème en soignant gratuitement les personnes touchées par le Covid-19. Cependant, en temps normal, la couverture de la sécurité sociale est à son plus bas, cause d'un déficit évident et chronique entre les besoins de sécurité sociale et la capacité à y répondre. *« Seulement 1,1% des dépenses en protection sociale sont réalisées par le ministère de la Population, de la Protection sociale et de la Promotion de la femme (en 2017, NDLR), ce qui est très faible pour un ministère qui a vocation à coordonner la protection sociale non contributive. D'autant plus que la Stratégie nationale de protection sociale (SNPS) est financée presque entièrement par des fonds de bailleurs. (...) Très peu de fonds propres de l'État servent à financer les programmes prioritaires (...) qui ciblent tout particulièrement les ménages les plus pauvres »,* peut-on lire dans un rapport écrit par Damien Échevin, économiste, spécialiste du développement et des questions sanitaires. Il a planché sur le système de protection sociale à Madagascar. La part des secteurs sociaux dans le budget étatique demeure très faible. Le ministère de la Population, de la Protection Sociale et de la Promotion de la femme ne bénéficie que de moins de 1% du budget total. Pourtant, la Grande île dispose d'un cadre légal assez bien développé qui accompagne la coordination et la supervision de la protection sociale. Le Conseil national pour la protection sociale (CNPS) est l'organe d'orientation et de décision en matière de protection sociale pour le régime non contributif. Il est rattaché à la Primature et est présidé par le Premier ministre. Le Bureau national de coordination des actions de protection sociale assure la coordination de toutes les actions de protection sociale du régime non contributif sur le territoire national. Le même décret porte création des Comités de protection sociale à tous les niveaux territoriaux. Dans cette stratégie, les actions de protection sociale sont effectuées de manière transversale.

En premier lieu, la mise en place de la Caisse nationale de solidarité pour la santé (CNSS) qui est un établissement public à caractère administratif a comme mission la protection des individus et de leurs familles contre les risques financiers liés à leur accès aux soins de santé. Le ministère de l'Éducation nationale s'occupe du volet scolaire. Le Fonds d'intervention pour le développement (Fid) mobilise des financements afin de promouvoir, de financer et de réaliser des projets communautaires à caractère économique et social. La Cnaps contribue à la réalisation de la Politique de protection sociale de l'État en faveur des travailleurs du secteur privé. La Caisse de retraite civile et militaire et la Caisse de prévoyance et de retraite couvrent les fonctionnaires civils et/ ou militaires contractuels. Les ONG interviennent dans l'exécution des programmes de protection sociale, pour les programmes de transferts sociaux et de services d'action sociale. Selon le plan établi, les partenaires techniques et financiers s'impliqueront directement dans l'exécution des programmes.

En termes de financement, la stratégie se heurte à une grande inertie de l'État. Malgré le fait que Madagascar attribue plus de fonds que certains pays africains ne le font dans le système de protection sociale, ceci est visiblement encore très faible. En 2017, le financement de l'État au social équivaut à 3,4% du PIB. *« La dépense publique en protection sociale devrait s'établir idéalement à environ 5% du PIB pour la partie non contributive. Et bien que les dépenses de protection sociale aient globalement augmenté au cours de la dernière décennie, le budget de la protection sociale alloué au ministère de la Population, de la Protection Sociale et de la Promotion de la femme a régressé en proportion du budget total alloué à la protection sociale depuis le début de la crise en 2009 »,* écrit Damien Échevin.

H.H

« La CSU a permis d'alléger les charges liées à la prise en charge des maladies »

Après l'adoption de la stratégie nationale de protection sociale, sa commune a été choisie pour être pionnière dans la mise en place de la Couverture de santé universelle (CSU), une des composantes de la stratégie. André Joel Khan, ancien maire de la commune urbaine de Vatomandry nous livre ses retours d'expérience.



ANDRÉ JOEL KHAN

ancien maire de la commune urbaine de Vatomandry

COMMENT LA CSU FONCTIONNE-T-ELLE ?

C'est un projet étatique. Il doit permettre à ses adhérents de bénéficier d'une couverture médicale allant de la simple consultation aux différentes interventions chirurgicales qu'il était possible de faire dans le Centre hospitalier de référence (CHR) du district. C'est une sorte de mutuelle de santé où les cotisants – ceux qui en ont les moyens – paient 9 000 ariary par an par personne, avec une facilité de paiement.

QUI SONT CES ADHÉRENTS ?

Ce sont des habitants de la commune. Actuellement, on compte 5 000 adhérents cotisants. Une enquête, un recensement et des sensibilisations par des agents communautaires ont permis de les sensibiliser. Par ailleurs, des enquêtes par ménage ont aussi facilité l'identification des personnes les plus vulnérables de la communauté afin qu'elles soient intégrées dans le système. Dans cette optique, l'État devait apporter une contribution, équivalent de la cotisation de ces personnes vulnérables afin de leur permettre de bénéficier aussi de cet accès aux soins.

COMMENT ONT ÉTÉ IDENTIFIÉES CES PERSONNES VULNÉRABLES ?

Pour les recenser, une enquête auprès des ménages a été menée. À chaque fois, il fallait comptabiliser neuf indicateurs et neuf critères. Plus les ménages comptabilisent de points, plus ils étaient catégorisés comme étant vulnérables, et plus ils ont de la chance de bénéficier de la couverture sociale gratuite, assurée par l'État.

PRATIQUEMENT, COMMENT LE SYSTÈME FONCTIONNE-T-IL ?

La Caisse nationale de solidarité pour la santé est l'entité en charge de rassembler et de gérer les cotisations. Elle est gérée par des fonctionnaires de l'État malgache qui œuvrent au sein du district. Les adhérents ont une carte. Chaque fois qu'ils doivent aller effectuer une consultation ou procéder à des soins, ils doivent d'abord se rendre dans les Centres de santé de base (CSB) qui les réfèrent au Centre hospitalier de référence (CHR) du district. Tous les soins sont gratuits dans la mesure où la maladie peut être prise en charge dans les CHR.

LA MISE EN PLACE DE LA CSU A-T-ELLE CHANGÉ LA VIE DES BÉNÉFICIAIRES ?

Dans la globalité, oui. Elle a permis d'alléger les charges liées à la prise en charge des maladies pour les foyers. Elle a aussi permis aux citoyens de prendre conscience de la fragilité des couches vulnérables et d'être plus solidaires envers elles. Je ne suis plus maire de la commune de Vatomandry, et on m'a informé que le système est maintenant confronté à des problèmes d'ordre financier et ne pourra plus assurer la couverture pour les couches les plus vulnérables. La raison étant que les cotisations ne parviennent plus à supporter les charges liées aux personnes qui ne cotisent pas. L'État n'a jamais alloué sa part, sous prétexte, nous a-t-on informé, que les procédures de paiement ne sont pas encore réglementées, alors qu'il s'agit d'un projet étatique. **P**

Coronavirus: porteur de cercueil de la globalisation?

Personne n'aurait pu imaginer que les secousses sismiques dues à la crise du Covid-19 seraient aussi graves. Y aura-t-il une reprise rapide après une forte récession économique ? Ou cette crise marque-t-elle la fin d'une époque ?

Les signaux actuels sont alarmants. La production s'est arrêtée dans de nombreux pays. Les chaînes d'approvisionnement mondiales sont brisées. Des industries entières sont au bord de l'abîme. Le taux de chômage monte en flèche aux États-Unis. L'effondrement économique de l'Italie et de l'Espagne menace de raviver la crise de l'euro. Malgré toutes les interventions des banques centrales, les marchés boursiers restent très agités.

La crise financière de 2008 était juste le préalable à un développement qui aurait pu nous amener à un nouvel ordre mondial. Après la crise, nous sommes retournés au statu quo. Et maintenant ? Depuis un certain temps, il y a de plus en plus de signes qui montrent que la mondialisation a atteint son apogée. Depuis la crise financière, le commerce mondial et les investissements transfrontaliers n'ont pas vraiment progressé. Aujourd'hui, pendant la crise du Covid-19, les investisseurs tirent plus que jamais d'argent des pays émergents.

La « déglobalisation » avait progressé en coulisses depuis quelques années déjà. La Chine continue sa démarche de recherche de l'hégémonie économique, à travers, par exemple, le développement de hautes technologies d'avenir comme le réseau 5G. Washington a, pour sa part, finalement compris qu'il fallait mieux dissocier les États-Unis de l'économie chinoise afin de ne pas renforcer davantage ses concurrents pour la domination mondiale. La crise du Covid-19 a également fait prendre conscience de la vulnérabilité des chaînes d'approvisionnement en Europe. Toutes les entreprises qui recherchent des fournisseurs alternatifs, retourneront-elles en Chine ? La Chine, quant à elle, tente de casser l'emprise américaine grâce à son colossal projet de route de la soie. Mais la Grande-Bretagne, le Japon et l'Australie se repositionnent également. En Russie, en Turquie, en Iran, en Arabie saoudite, en Inde et au Brésil, les dirigeants au pouvoir se préoccupent principalement de leur propre avantage.

Le système économique et politique mondial, établi progressivement après la deuxième guerre

mondiale, est au bord de changements fondamentaux. Le multilatéralisme tombe à l'échec au milieu de conflits de pouvoir majeurs. La crise du Covid-19 met en exergue les fractures géopolitiques, économiques et idéologiques de notre temps. Ce n'est pas un hasard si les chefs de gouvernement des vingt plus grandes économies n'ont pas encore pu se mettre d'accord sur une ligne commune pour faire face à cette crise. Celle-ci n'a pas créé la tendance à la déglobalisation, mais ses ondes de choc pourraient finalement à en favoriser les glissements, longtemps masqués, à faire une percée.

Le monde qui émergera des décombres de l'hyper-globalisation pourrait s'ériger en blocs rivaux. Cela ne signifiera néanmoins pas une rechute vers la mentalité de guerre froide avec des rideaux de fer entre les rivaux du système idéologique. L'économie mondiale restera connectée. Cependant, les économies pourraient se regrouper sous la direction d'une hégémonie régionale pour éloigner les concurrents indésirables à travers des normes et standards incompatibles, des plateformes technologiques et des systèmes de communication, des barrières d'accès au marché et des systèmes d'infrastructure.

Pour sortir du cercle vicieux des crises récurrentes, il faudra enfin s'attaquer aux causes. Même les partisans les plus fidèles de l'économie de marché reconnaissent que la modification des conditions du cadre géo-économique rend inévitable le réalignement du modèle économique. L'ère du néolibéralisme triomphant, c'est-à-dire de la primauté des intérêts du marché sur toutes les autres préoccupations, notamment sociales, touche à sa fin. En cas de défaillance du marché, l'État doit intervenir et investir massivement au sein de la communauté dans les conditions et rapports de production en difficultés. Cela signifiera que non seulement notre démocratie et notre société, mais aussi l'économie de marché elle-même, ne pourront se permettre une autre décennie d'austérité. Les débats politiques des prochaines années détermineront ainsi si le nouvel ordre mondial sera solidaire, fondé sur des règles, et durable. **P**

Constantin GRUND



FRIEDRICH-EBERT-STIFTUNG
DIRECTEUR DE PUBLICATION
Constantin GRUND

DIRECTEUR DE PUBLICATION
ADJOINT
John MIANDRARIVO

COMITÉ DE LECTURE
Dominique RAKOTOMALALA
Hanitra RAHARINOSY
Hanta ANDRIANASY
Jean-Aimé RAVELOSON
John MIANDRARIVO
Constantin GRUND

BECOM EDITIONS ET
COMMUNICATION
DIRECTEUR GÉNÉRAL FONDATEUR
Tanteliarimiza RAKOTOMALALA

DIRECTEUR DE CRÉATION
Toky RAJAONA

RÉDACTEUR EN CHEF
Andriamanambe RAOTO

MISE EN PAGE ET INFOGRAPHIE
Julio Brian RAHARO SAROBIDY

ATTACHÉ DE PRODUCTION
Christiane Fitiavana
RAMIHANTRASOA

ÉQUIPE PERMANENTE
Alain ILONIAINA
Hilda HASINJO
Rojo RAHARIMALALA
Karina ZARAZAFY
Van-Lee BEHAJA

COLLABORATEURS
Dr Lovatiana
ANDRIAMBOAVONJY
Hajatiana Elric
Jean-Aimé RAVELOSON
Tolotra ANDRIANALIZAH

PHOTOS/ILLUSTRATIONS
Ihandry Randriamaro
Julio Takagi
Pov
Présidence de la République de Madagascar
Raoto Andriatsihoarana
Sandrine Vavitsara

redaction@politikā.mg
Site web : www.politikā.mg
Friedrich-Ebert-Stiftung, Villa Martrat,
Ankadifotsy, Antananarivo 101,
Madagascar
Mob : 020 22 344 24
Site web : www.fes.mg

Politikā est une publication de



La reproduction, même partielle, des articles et illustrations parus dans Politikā est interdite sans autorisation. Politikā décline toute responsabilité pour les documents remis.

VOIR PLUS LOIN



Nous réclamons que l'Etat s'engage à conduire une **politique d'augmentation du pouvoir d'achat des Malagasy**.

Ainsi nous **recommandons une augmentation du SMIG** au-delà du taux d'inflation et prenant en compte l'augmentation de la productivité et de la croissance économique.



ALLIANCE
POUR L'INDUSTRIALISATION DURABLE

politikā



VIVONS
LA POLITIQUE
DIFFÉREMMENT